

RAPPORT
ANNUEL
2017

PARTAGER LE CHEMIN





20.562

SYMPATHISANTS
NOUS SOUTIENNENT
FINANCIÈREMENT

160

VOLONTAIRES
NOUS AIDENT À ACCOMPAGNER
DEMANDEURS D'ASILE ET RÉFUGIÉS

7.540.000

VICTIMES
DE LA FAIM EN AFRIQUE ONT REÇU
UNE AIDE DU RÉSEAU CARITAS



Partager le chemin

Mot du président	4	Coopération international : carte	42
Conseil d'administration	5	Personnel et organisation	44
Vision, mission	6	Récolte de fonds et campagnes	46
Aperçu des programmes	36	Rapport financier	48
1 • Asile et migration	36	Remerciements	50
2 • Aide d'urgence et développement	37		

01



Asile et migration 7

1 • Accueil et accompagnement des demandeurs d'asile	8
2 • Réfugiés vulnérables : vers plus d'autonomie	11
3 • Intégration	15
4 • Retour volontaire et réintégration	16
5 • Tutelle de mineurs	17
6 • L'accueil de première ligne	18

02



Aide d'urgence et développement 19

1 • La faim en Afrique	20
2 • Éthiopie : l'eau et la terre	22
3 • Syrie : les besoins restent énormes	24
4 • Par la Serbie vers l'Europe occidentale et septentrionale	26
5 • Soins médicaux dans la bande de Gaza	27
6 • DR Congo : crise au Kasai	28
7 • Préparation aux catastrophes	30
8 • Un programme structurel conjoint	31

03



Plaidoyer 32

04



Éducation 34

Mot du président

Chers lecteurs,

J'ai le plaisir de vous présenter le rapport annuel 2017 de Caritas International Belgique.

Comme à son habitude, ce rapport présente un large aperçu des principales activités de 2017. À cette occasion, j'aimerais m'attarder quelque peu sur les tâches clés de Caritas International et sur les défis auxquels nous avons été confrontés l'année dernière, tant sur le plan de l'aide d'urgence et du développement, que de l'asile et de la migration, ainsi que du plaidoyer politique. En effet, il apparaît de plus en plus que ces tâches sont interconnectées.

Nous sommes préparés et avons l'expertise nécessaire pour pouvoir intervenir rapidement en cas de catastrophes naturelles. Nous avons également des programmes dans une douzaine de pays en développement, dans le but d'aider les victimes de catastrophes, de conflits ou de la pauvreté à se redresser et de leur offrir des perspectives et les moyens de s'attaquer – de manière structurelle et durable – aux problèmes auxquels elles sont confrontées.

Par ailleurs, Caritas International est aussi active en Belgique, avec des programmes d'accueil de réfugiés et de demandeurs d'asile : il s'agit ici tant d'un accueil direct que de différentes formes d'accompagnement concret de réfugiés reconnus dans leur recherche d'une place dans notre société. L'équipe de réinstallation accompagne quant à elle les personnes qui souhaitent retourner sur une base volontaire dans leur pays d'origine. Le réseau Caritas prend ensuite le relais pour les accueillir et les accompagner dans leur réintégration.

Vous le voyez : Caritas International est présente à chaque niveau du cycle de soutien et d'engagement envers les personnes en détresse, tant dans leurs pays d'origine qu'en Belgique. Ces actions ne sont possibles que grâce à l'approche professionnelle, à l'expertise et à l'engagement de nos collègues et collaborateurs, ce pourquoi je tiens d'ailleurs à les remercier explicitement. Au cours de l'année écoulée, ils ont en outre fait preuve d'une capacité remarquable à s'adapter aux changements de situation parfois rapides et à développer de nouvelles initiatives.



2017 a été une année truffée de défis : la décision, prise par le gouvernement en 2016, modifiant drastiquement les modalités de l'accueil des demandeurs d'asile et synonyme pour ainsi dire de la fin de notre modèle individuel, devait être mise en œuvre dans le courant de l'année 2017. Ce défi particulièrement complexe a eu un impact considérable sur notre fonctionnement. Toutefois, grâce à l'intervention efficace des services concernés, Caritas a pu surmonter ces changements. Et ce, en dépit du fait que dans le cadre de cette réorganisation, nous avons malheureusement été contraints de nous séparer d'un nombre (heureusement restreint) de collaborateurs.

En 2017, nous avons continué à mettre l'accent sur des aspects différents et complémentaires de l'accueil et de l'accompagnement des demandeurs d'asile, en essayant davantage de nous consacrer aux groupes les plus vulnérables, tels que les femmes et les mères isolées, les personnes souffrant d'un problème médical grave, les mineurs non-accompagnés, ainsi qu'à l'accès au logement comme premier pas vers l'intégration. Nous allons poursuivre cette tendance dans le prochains mois et l'engagement de volontaires aux côtés de nos équipes est dès lors évidemment d'une grande importance.

Sur le plan international, nous restons fortement (mais certainement pas exclusivement) présents en Afrique. À plusieurs niveaux, le continent engrange des progrès encourageants, mais la pauvreté et les conflits (l'un étant souvent la cause et la conséquence de l'autre), ravagent encore le continent. À cet égard, nous travaillons tant avec des ONG partenaires (Consortium 12-12) qu'avec le réseau mondial Caritas. Dans ce rapport, vous découvrirez nos projets en réponse à la famine qui a frappé certaines régions d'Afrique de l'est en 2017, en Ethiopie ou encore l'attention particulière prêtée au Congo, plus particulièrement à la région du Kasai où une situation d'urgence humanitaire a été déclarée mi-2017. En outre, Caritas International Belgique est – et est restée – présente en Syrie, malgré les développements tragiques dans ce pays. Nous y venons en aide aux groupes les plus vulnérables en offrant un toit, des produits de première nécessité et des soins médicaux.



Membres du conseil d'administration

31 décembre 2017

Caritas international est avant toute chose une organisation opérationnelle, orientée sur l'action et nous souhaitons le rester. Cependant, nous prenons aussi conscience du fait qu'il est important – bien plus qu'auparavant – de conscientiser un public plus large à des problèmes fondamentaux qui rendent si nécessaires nos actions nationales et internationales. Caritas est et reste une organisation apolitique et ne fait pas de « politique politicienne », mais en raison de notre inspiration évangélique et de nos liens avec l'église, nous sommes touchés par les besoins de nos semblables, dans cette multitude de situations que nous connaissons et vivons de près, grâce à notre présence étendue et à notre réseau mondial.

La « politique », internationale et nationale, doit jouer un rôle et assumer une responsabilité dans l'identification de solutions aux problèmes auxquels Caritas et d'autres organisations de la société civile s'efforcent de répondre. Nous pensons dès lors que notre voix et nos connaissances des situations complexes peuvent offrir une contribution positive à nos décideurs politiques. L'éducation (adressée aux citoyens et aux écoles) et le plaidoyer politique (« advocacy ») constituent en ce sens un troisième terrain d'action pour Caritas. Dans ce domaine, nous travaillons tant individuellement qu'en synergie, avec d'autres membres du réseau mondial de Caritas ainsi qu'avec d'autres organisations nationales et internationales, mais toujours sur base de notre approche de terrain et de nos valeurs.

J'espère que vous excuserez la longueur de cet avant-propos, il est avant tout l'expression de mon enthousiasme en tant que nouveau Président de Caritas International depuis avril 2017. Au cours de cette relativement courte période, j'ai appris à mieux connaître une organisation professionnelle, portée par la motivation et le dynamisme des personnes, membres du personnel et volontaires, qui s'engagent pleinement et qui véhiculent la philosophie de Caritas – et c'est contagieux !

Je vous souhaite un agréable moment à la lecture de ce rapport annuel 2017.

Frank De Coninck
Président.

Monsieur Frank De Coninck, président*
(à partir du 5 avril 2017)
Monsieur Michel Verhulst, président*
(jusqu'au 5 avril 2017)
Père Philippe de Dorlodot, vice-président*
Monsieur Dominic Verhoeven, vice-président*

Monsieur le Vicaire général Bruno Aerts
Monsieur Frans Cardyn
Mgr. Jan Dumon
Madame Martine Jonet-de Bassompierre
Monsieur Michel Kesteman
Madame Marie-Paule Moreau*
Monsieur Marc Nuytemans
Monsieur Hubert Sanders
Monsieur l'abbé Giorgio Tesolin
Monsieur Bernard Woronoff

Directeur général : Monsieur François Cornet*
(*Membre du comité de gestion)

Présidents d'honneur :
Monsieur Pierre Géhot
Monsieur Michel Verhulst

Vision et Mission

Qui sommes-nous ?

Caritas International est une organisation non gouvernementale belge. Au sein de Caritas Belgica, elle est le chaînon belge d'un réseau mondial de 165 organisations catholiques travaillant ensemble dans 200 pays et régions.

Notre vision

Caritas International œuvre pour un monde de paix, de solidarité et de justice, dans lequel la dignité de chaque personne constitue une valeur fondamentale et dont les richesses sont mieux partagées entre tous.

Caritas International puise son inspiration dans une vision chrétienne de l'Homme et de la société, basée sur l'Évangile.

Chaque personne a droit à une vie digne et doit pouvoir jouir de ses droits fondamentaux. L'accès à une nourriture saine, à l'eau potable, aux soins médicaux, à l'enseignement, à l'emploi et à un logement décent doit être garanti.

Notre travail est fondé sur les valeurs de solidarité et de subsidiarité. Aucun pays ou aucune organisation n'est à même de résoudre tous les problèmes. Seule l'union des forces peut conduire à des solutions durables.



© Caritas International

Notre mission

Caritas International soutient les victimes de violences, de catastrophes naturelles et de la pauvreté, dans leur propre pays ou en fuite, en collaboration avec ses réseaux nationaux et internationaux.

Nous accomplissons notre mission sans discrimination. Caritas International aide les personnes les plus vulnérables et les accompagne dans leur recherche de solutions durables.

Caritas International et ses partenaires fournissent une aide d'urgence efficace en cas de crise. Nous mettons également en œuvre des projets de réhabilitation et de développement afin de donner aux personnes la possibilité de prendre en charge leur vie et leur avenir.

Caritas International accueille les demandeurs d'asile et défend le droit des migrants à une aide matérielle, sociale et juridique, les accompagnant en Belgique ou dans leur pays d'origine.

Nous dénonçons les situations d'injustice et les dysfonctionnements dont nos collaborateurs sont les témoins, et plaidons auprès des décideurs pour des solutions structurelles. Notre expertise nourrit un travail d'information et d'éducation à destination du grand public, et plus particulièrement du monde scolaire.



© Isabel Corthier

01

Partager le chemin

Asile et migration

1 Accueil et accompagnement des demandeurs d'asile

En août 2016, Fedasil, l'Agence fédérale compétente pour l'organisation de l'accueil des demandeurs d'asile, a introduit un nouveau modèle d'accueil. Dorénavant, la plupart des candidats réfugiés doivent, pendant leur procédure d'asile, séjourner dans un centre d'accueil collectif.

Début 2017, Caritas International dispose encore de 906 places d'accueil en logements individuels, réparties dans des maisons et des appartements. Au premier semestre, nous consacrons donc encore une grande partie de nos efforts au déménagement des demandeurs d'asile qui séjournent toujours dans notre accueil individuel, à la résiliation des contrats de bail avec les propriétaires et à tout ce que cela implique. Par le biais d'un accord direct avec Fedasil et d'une convention avec le Ciré, nous pouvons malgré tout conserver 275 places d'accueil individuel subsidiées pour des personnes très vulnérables : 97 places pour des demandeurs d'asile et 178 places pour des réfugiés reconnus (voir p.11). En outre, nous continuons à accueillir les demandeurs d'asile dans notre centre à Scherpenheuvel (174 places).

« L'année 2017 a vu de nombreux départs : celui de nos familles, dont certaines séjournaient chez nous depuis plusieurs années déjà, le départ de collègues (licenciés ou non), la perte des relations de collaboration avec les services sociaux et la perte de l'étroite collaboration avec Vluchtelingenwerk Vlaanderen. »

Sylvia Servranckx, coordinatrice de l'accueil individuel

Femmes et mères isolées

Les Logis de Louvranges représentent une structure de 21 appartements pour femmes isolées, avec ou sans enfants. En 2017, Caritas y a accueilli 34 femmes, avec au total 68 enfants. 85% des femmes qui nous quittent peuvent rester en Belgique : elles obtiennent, avec leurs enfants, le statut de réfugié ou l'autorisation de regroupement familial. 15 % de nos résidentes reçoivent un ordre de quitter le territoire.

Vulnérabilité

Les femmes sont vulnérables de par ce qu'elles ont vécu dans leur pays d'origine ou sur la route. Leurs besoins sont tellement spécifiques que l'accueil dans un centre n'est pas indiqué. En 2017, nous constatons de nombreux cas de stress post-traumatique chez les enfants, ce qui est assez récent.

« En 2017, outre l'approche multidisciplinaire de l'accompagnement des adultes, nous avons également développé un réseau pour les enfants, réunissant psychologues, pédiatres, organisations qui aident à l'éducation, équipes mobiles de pédopsychiatres et organisations de jeunesse », explique Nathalie Braun, coordinatrice des Logis.



© Isabel Corthier

Accompagnement individuel et activités collectives

Aux côtés d'un accompagnement individuel parfois intensif, nous offrons également la possibilité aux femmes de participer à des activités collectives. Nous prenons le temps de parler avec chacune et de voir avec elles ce qu'elles aimeraient partager avec les autres résidentes. Ce n'est pas évident, car la plupart d'entre elles n'ont pas l'habitude de prendre du temps pour soi, ni de déterminer elles-mêmes ce qu'elles ont envie de faire. Faire du sport, visiter une ville pour apprendre à mieux connaître la Belgique, suivre des cours de couture, de tressage de cheveux, de maquillage, de peinture, prendre le thé... Entre-temps, nous avons mis sur pied bon nombre d'activités avec les femmes et l'équipe des volontaires. Ce qui est encore plus important que l'activité en soi, c'est l'occasion de parler, de partager des expériences et d'établir des contacts.

En août, quelques familles des Logis de Louvranges et membres de l'équipe des Logis ont participé à un camp de quatre jours en Ardenne. L'activité est organisée par l'asbl Coala avec le soutien de l'ONE (Office de la Naissance et de l'Enfance). Alors que les enfants s'amuse, en participant à une chasse aux trésors par exemple, les mamans partent en train, visitent le zoo ou font une belle promenade. *« Nous nous sentions comme toutes les autres familles et c'était très important »*, est une des réactions que nous avons reçues. Pour notre équipe des Logis aussi, l'expérience était exceptionnelle : *« Nous avons vu comment nos familles engageaient des conversations avec d'autres, avec des familles belges, comment les gens reconsidéraient leur opinion concernant l'accueil des demandeurs d'asile en Belgique. »*

« Caritas m'offre la sécurité. Ce qui me touche, c'est le fait que chaque famille soit traitée sans préjugé. Jusqu'à présent, j'avais toujours l'impression que les gens me jugeaient en fonction de mes problèmes. »

Fatoumata, habite depuis un an aux Logis

« Nous sommes volontaires européens aux Logis et participons au travail de l'équipe pendant 1 an. Si les premières visites pour discuter d'un projet duraient 2 minutes, maintenant les femmes nous invitent à passer un moment convivial autour d'une tasse de thé. »



© Isabel Corthier

Problèmes médicaux

Depuis juillet 2017, Caritas International gère le *Health Care Project* à Anvers : 19 places d'accueil dans des logements individuels pour des personnes ou des familles, dont au moins un membre souffre d'un problème médical grave.

Dès réception de la demande de transfert d'un centre d'asile, nous mettons tout en œuvre pour trouver l'adéquation entre le logement et les besoins de la personne. Par exemple : l'accessibilité en fauteuil roulant, un espace intérieur suffisant, etc. En fonction du problème médical, nous faisons appel à des services externes pour assurer les soins nécessaires chez eux : soins à domicile, kinésithérapie, aide familiale, transport.

Il va de soi que nous accompagnons la personne ou la famille dans tous les aspects de la vie et plus particulièrement sur le plan juridique, non seulement dans le cadre de la procédure d'asile, mais aussi pour ce qui concerne les éventuelles procédures en parallèle, en fonction du problème médical.

Accueil collectif

Le centre d'accueil de Scherpenheuvel – ouvert en novembre 2015 – permet d'héberger 174 demandeurs d'asile. Les résidents y bénéficient d'une aide matérielle (gîte, couvert, accompagnement), mais aussi d'un accompagnement de qualité sur les plans psychosocial, juridique et administratif, dans le but de promouvoir leur autonomie et leur intégration dans la société.

En 2017, le centre accueille 322 personnes, dont 149 mineurs, de 26 nationalités différentes. Il s'agit de 277 personnes en famille, de 4 femmes isolées et de 41 hommes isolés.

Réseau local d'organisations partenaires

Ouvrir un centre d'accueil avec un nombre limité de collègues et peu d'expérience, en pleine crise des réfugiés, constituait un énorme défi. Entretemps, nous avons parcouru un bon bout de chemin. Pour Caritas, l'extension et le renforcement d'un réseau local en vue d'une participation à part entière dans la société, ainsi que l'encadrement spécifique de personnes vulnérables, sont essentiels. En 2017, nous travaillons entre autres en collaboration avec :

- Des avocats et organisations spécialisés dans le droit des étrangers.
- Des médecins, psychologues et psychiatres : Praxis p, Yuneco, Pozah Grimbergen, Woman Do, Exil.
- Des organisations offrant un soutien à l'éducation : CKG Averbode, OTA Vlaams-Brabant, CPAS Brabant oriental.
- Des écoles et centres de formation pour adultes du VDAB.
- La police (l'agent de quartier), la commune, le CPAS, le service intégration de Diest.
- Des organisations de loisirs : l'académie de dessin Hageland, le Basic Fit, Football Zichem, Chiro, KSA, Jonge Helden asbl...

« C'est grâce à l'accompagnement individuel et au fait qu'ils ont vraiment pris le temps de m'écouter dans le centre, que j'ai enfin osé raconter mon parcours. Avec ces nouveaux éléments et grâce aux entretiens préparatoires avec mon assistante au centre, Sarah, et mon avocat, le CGRA (Commissariat Général aux Réfugiés et aux Apatrides, ndlr) m'a octroyé le statut de réfugié. Je suis dès lors très reconnaissant à Sarah et à Caritas de m'avoir soutenu dans mes démarches. »

Djenabou – ancien résident du centre

Volontaires

Une trentaine de volontaires jouent un rôle essentiel dans la vie quotidienne du centre. Ils aident à faire les devoirs, organisent des activités pour les enfants, accompagnent un atelier de couture. En 2017, nous lançons un projet « buddy » pour les jeunes de 17 à 25 ans qui s'ennuient parfois, attendant une réponse dans leur dossier... Les jeunes peuvent faire des propositions en fonction de leurs centres d'intérêts et de leurs besoins (p.ex. réparer des vélos, faire du sport, jardiner, pratiquer une langue...). Un bénévole peut y souscrire et deux entretiens sont ensuite organisés. Si le courant passe, un travail de buddy peut commencer.

« Chaque jour, nous avons informé et soutenu nos résidents dans leurs craintes, attentes et construction d'un avenir en Belgique. Nous avons célébré avec eux beaucoup de décisions positives, de naissances, d'examens réussis, mais nous avons également partagé leur tristesse lors de décisions négatives, de la perte d'un proche, de l'infinité de l'attente. »

Gitte Claeys, responsable du centre



© Isabel Corthier

2 Réfugiés vulnérables : vers plus d'autonomie

Depuis l'entrée en vigueur du nouveau modèle d'accueil (août 2016), les réfugiés qui doivent quitter le centre d'accueil pour demandeurs d'asile peuvent séjourner pendant deux mois dans une initiative locale d'accueil (ILA), où l'aide matérielle est prolongée. Il s'agit de places d'accueil individuel proposées par un CPAS. Les ILA ont pour but d'une part, de promouvoir la répartition des réfugiés sur le territoire, d'autre part, de mieux soutenir les réfugiés à faire leurs premiers pas dans la société belge. Parmi les nombreux défis auxquels les réfugiés reconnus sont confrontés, la recherche de leur propre logement est cruciale.

À la demande de Fedasil, Caritas International et Convivial – qui, au fil des années, se sont construit une large expérience en matière de vulnérabilité et d'accessibilité au logement – ont étudié comment et dans quelles conditions l'accompagnement que proposent les ILA se fait. Et comment ces ILA peuvent être mieux soutenues dans ce rôle.

L'enquête se concentre sur la complémentarité et la collaboration des deux structures : soutien ONG d'une part, accompagnement par l'ILA de l'autre. À l'aide de deux projets pilotes autour de la *vulnérabilité* et du *logement*, des expériences ont été mises sur pied et ont débouché sur des instruments pratiques et des brochures correspondantes. Une brochure a également été publiée concernant les quatre rôles différents que les volontaires peuvent jouer.

Réfugiés vulnérables

La transition de l'aide matérielle et de l'accompagnement au sein de la structure d'accueil vers la vie indépendante est d'autant plus difficile pour les personnes ayant un profil vulnérable (personnes souffrant d'un handicap, de troubles psychosociaux ou médicaux, de stress post-traumatique, victimes de la traite des êtres humains, jeunes isolés, etc.). Caritas souhaite maximiser les chances de réussite de leur transition vers l'autonomie par le biais d'un projet soutenu par Fedasil.

Nous disposons de 112 places dites de *transition vulnérables* (TVU), réparties dans 40 logements à Bruxelles, Malines et Liège. Pendant 2 à



© Isabel Corthier

6 mois maximum, nous veillons à proposer un accompagnement social adapté, dans le but d'encourager l'autonomie des personnes. Nous les aidons dans leur recherche d'un logement définitif sur le marché locatif privé. Entre mi-2015 et fin 2017, nous avons aidé 103 familles. Nous avons pu accompagner 96 % des familles vers un logement définitif.

« Afin de préparer les personnes au profil vulnérable à une vie indépendante en si peu de temps, nous devons miser sur le renforcement des capacités, le capital social et la résilience. Ce n'est que de cette manière que le séjour dans notre logement de transit peut avoir une plus-value. Chaque coach intégration y travaille en duo avec 'un expert du vécu', lui-même migrant d'origine non-européenne. De nombreuses vulnérabilités ne sont surmontées qu'à long terme (p.ex. illettrisme). Nous tentons dès lors de créer un réseau avec des individus, des acteurs institutionnels, des tandems de volontaires. Nous essayons de trouver un logement définitif dans la même ville, de sorte que ce réseau puisse continuer d'exister. Nous travaillons également sur le bail glissant – un projet pilote qui permettrait d'assurer cette continuité », explique Ariane Dewandre, responsable du projet TVU.

'La vulnérabilité fait référence au degré auquel une personne est exposée à différents risques ou menaces d'ordre matériel, social et médical, sans disposer de la capacité à les gérer. Il existe de nombreuses gradations de la vulnérabilité. En outre, il s'agit d'une donnée dynamique, pouvant fortement évoluer au fil du temps... La vulnérabilité est la résultante de l'équilibre entre la charge de travail et les moyens.'

Vulnérabilité. Vers un traitement équitable des réfugiés vulnérables. Nicolas Van Puymbroeck, décembre 2017. Publication de Convivial et Caritas International avec le soutien de Fedasil.

Transition pour les réfugiés reconnus ayant des problèmes médicaux graves

Depuis septembre 2017, Caritas gère dix places 'High Care' à Mortsel pour le logement et l'encadrement de réfugiés reconnus fortement dépendants, dont l'objectif ultime consiste à trouver une place adaptée dans notre paysage de soins belge.



© Isabel Corthier

« Le défi majeur consiste à se familiariser avec le paysage de soins belge, ses exigences et voies administratives et bureaucratiques et à trouver des portes d'accès, afin d'aider notre public à obtenir des soins adéquats et de qualité, dans un délai acceptable. Vu les longues listes d'attente dans les établissements de soins et de prestation de services, il nous semble que la période de 6 mois qui nous est impartie sera insuffisante. » Sylvia Servranckx, responsable du projet.

Depuis le lancement en septembre 2017, nous avons accueilli six personnes isolées, dont une personne est entre-temps décédée. En outre, nous accueillons aussi deux familles dans le cadre de la réinstallation (voyez ci-après).

Mineurs étrangers non-accompagnés

Le projet s'adresse ici aux jeunes mineurs étrangers non-accompagnés entre 16 et 18 ans qui ont obtenu un permis de séjour (réfugié ou protection subsidiaire) et qui ne sont pas encore suffisamment autonomes pour vivre de manière indépendante. Ils séjournent dans des studios ou des appartements Caritas, seuls ou à deux. Une équipe pédagogique se charge de leur offrir l'accompagnement nécessaire pour se préparer à une vie indépendante.

En 2017, nous avons hébergé 37 garçons et filles dans nos 'maisons de transit' à Bruxelles. À Liège, nous comptons 54 garçons, dont 12 avec des profils très vulnérables. La majorité d'entre eux est originaire d'Afghanistan et de Syrie.

Référent

Un référent est désigné pour chaque jeune. Il s'agit d'un assistant social de Caritas qui rend visite au jeune dans le centre d'accueil pour demandeurs d'asile avant que le déménagement ait lieu, et qui ensuite l'accompagne dans notre structure. « Là, un premier dialogue s'installe. Et on explique notre projet au jeune. Pour nous, l'important est de comprendre comment le jeune voit, lui, les choses et de nous adapter en conséquence, mais aussi de lui faire comprendre qu'il s'agit d'un projet en semi-autonomie et que nous ne nous contentons pas simplement d'offrir un logement », ajoute Catherine Henrotte, responsable du projet à Liège.

Scolarité et regroupement familial

Beaucoup d'attention est prêtée à la scolarité de ces jeunes, indispensable pour leur intégration socioprofessionnelle. Simultanément à l'évaluation de l'autonomie du jeune, nous testons également ses compétences linguistiques, sa connaissance d'une langue étrangère, ses compétences en lecture. Ainsi, nous pouvons évaluer son niveau et ensuite mieux orienter le jeune et lui proposer le soutien nécessaire. Ces tests nous permettent également de travailler avec les établissements scolaires.

Bon nombre de jeunes non-accompagnés ont parcouru une procédure de regroupement familial avec succès, ce qui est très positif. Toutefois, avant que la famille puisse venir en Belgique, les jeunes, soutenus par nos assistants sociaux, doivent encore surmonter de nombreux obstacles: tracasseries administratives, logement pour plusieurs personnes, accès aux droits sociaux...

Projet spécifique pour jeunes très vulnérables

Lorsqu'en 2016, nous accueillons les premiers mineurs étrangers non-accompagnés (MENA) dans nos logements, nous constatons rapidement que certains jeunes sont dans une situation très difficile : ils souffrent

de stress post-traumatique, éprouvent des difficultés à créer des liens, consomment des drogues douces ou dures, présentent un comportement agressif. Certains jeunes ont déjà vécu tant de choses au cours de leur courte vie, qu'un accompagnement intensif et sur mesure s'impose.

En février 2017, nous renforçons l'équipe Caritas et nous réunissons les jeunes les plus vulnérables dans un même immeuble à appartements. De cette manière, nous pouvons garantir une plus grande proximité. Certains jeunes continuent cependant à présenter un comportement problématique. Florence Lobert, responsable du département Accueil : « *La manière dont l'accueil est structuré en Belgique en est partiellement la cause selon nous. Il y a différentes phases et différentes instances compétentes, de sorte que la continuité est insuffisante pour aborder les problèmes en profondeur dès le départ. En raison de notre expérience de terrain et des entretiens avec des spécialistes et des « experts du vécu », nous sommes de plus en plus convaincus que nous devons créer un environnement protégé et sûr pour les plus vulnérables. Des moyens doivent être libérés pour mettre une équipe sur pied qui assure le suivi 24 heures sur 24 et qui s'occupe d'un accompagnement intensif, individuel et collectif. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons créer un changement durable.* »



© Isabel Corthier

Réinstallation

La réinstallation consiste à transférer des réfugiés d'un pays où ils cherchaient la protection vers un pays tiers, où ils peuvent obtenir un droit de séjour durable. Ceci offre une solution pour les personnes qui ne peuvent pas retourner dans leur pays d'origine, mais qui ne peuvent pas non plus rester dans leur premier pays d'accueil, par manque de protection et de perspectives d'avenir. Depuis 2009, la Belgique mène régulièrement des opérations de réinstallation en collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés.

Au cours des six premières semaines suivant leur arrivée, les réfugiés réinstallés sont accueillis dans un centre collectif et déménagent ensuite vers un logement individuel, géré par un CPAS local. Ils peuvent y rester de six à maximum huit mois. Au cours de cette période, ces réfugiés doivent trouver un logement sur le marché locatif privé. La majorité des familles ne trouve pas de logement dans la même commune et est donc à nouveau forcée de changer d'environnement. Depuis janvier 2017, ils ne bénéficient plus de soutien complémentaire après le déménagement. En effet, le gouvernement a mis un terme à la collaboration avec Caritas International – et avec Convivial – les organisations qui se chargeaient jusqu'alors de l'indispensable accompagnement des nouveaux arrivants en Belgique : 12 mois de manière très intensive, suivis de 12 mois moins intensifs, selon la vulnérabilité des réfugiés. En 2017, Caritas n'ouvre dès lors plus de nouveaux dossiers, mais clôture ses dossiers d'accompagnement en cours.

La Belgique doit d'urgence faire des efforts supplémentaires pour réinstaller les réfugiés afin de répondre au plan de réinstallation de l'UE, présenté en septembre. À la lumière du contexte international et des besoins, les chiffres de la Belgique ne sont pas suffisamment ambitieux. 11.11.11 a publié, en collaboration avec Caritas International, Vluchtelingenwerk Vlaanderen et Oxfam, un dossier chiffré portant sur la réinstallation des réfugiés dans le monde, en octobre 2017.

La recherche d'un logement

En février, 75 Syriens originaires de Flandre, de Wallonie et de Bruxelles se réunissent au centre culturel De Pianofabriek à Bruxelles. Ils font partie du programme de réinstallation du gouvernement belge et participent à deux ateliers de Caritas International. Le premier est un échange à propos de la vie en Belgique. Le second traite de la recherche d'un logement et ce n'est pas un hasard. « Une tâche importante dans le cadre de l'accompagnement reste la gestion des attentes. Lors de chaque visite à domicile, nos collaborateurs interculturels et les coaches abordent de manière plus détaillée la réalité du marché locatif et les démarches importantes à suivre pour trouver un logement », explique Elisabeth Verniers, coordinatrice du projet.

« À l'exception de 1 famille, toutes les personnes que nous avons accueillies en 2015 et 2016 ont entretemps trouvé un logement grâce à Caritas – e.a. par le biais de nos Housing-cafés, du CPAS, de leur propre réseau ou d'une agence immobilière sociale. »



© Jolien Carnel / Caritas International

Fidèle, en compagnie de ses jeunes frères et sœurs, de son épouse Espérance et de leurs trois enfants. Cette famille congolaise est arrivée en Belgique en provenance d'un camp de réfugiés au Burundi par le biais du programme de réinstallation. Grâce à un propriétaire solidaire et à l'accompagnement de Caritas International, ils ont trouvé un nouveau foyer.

3 Intégration

Les coaches intégration et nos volontaires accompagnent les réfugiés reconnus dans leur recherche d'un premier logement en Belgique pendant nos Housing-café. S'il s'avère qu'une personne ou une famille a besoin d'un soutien complémentaire, un accompagnement sur mesure peut être proposé (coaching). En outre, nous prévoyons également du temps pour une sensibilisation collective. Les thématiques ? Les droits et les obligations du locataire, l'entretien d'un logement,...

Les Housing-café

Nous organisons des Housing-café dans trois régions différentes : à **Gand**, à **Anvers** et à **Liège**. À **Bruxelles**, nous travaillons avec le CAP Brabantia pour un accompagnement individuel intensif en matière de logement. En raison du grand nombre de demandes relatives e.a. au logement, au regroupement familial et à la législation, nous avons inauguré en 2017 une permanence hebdomadaire pour les nouveaux venus à Anvers et à Liège.

Il va sans dire que la demande de logements salubres et abordables dépasse l'offre. En outre, au sein de notre organisation, nous sommes également confrontés à la discrimination envers les réfugiés. Entretemps, la demande d'un second logement plus spacieux dans le cadre d'un regroupement familial ne cesse d'augmenter. Dans certains cas, nous essayons également d'y répondre lors des Housing-café.

« Un tout grand merci pour votre transparence et votre professionnalisme. C'est une des choses que j'apprécie avec Caritas! »

M. Gaspar, propriétaire solidaire à Liège

Housing-café Logement 2017

Housing-café	Demandes traitées	Logement par Caritas	
		Logements	Personnes
Anvers	73	18	47
Liège	67	42	104
Gand lancé le 22/10/2017	22	6	14

À **Ostende**, nous mettons 26 logements de transit à la disposition de mineurs non-accompagnés à la recherche d'un logement plus grand dans le cadre d'un regroupement familial. Ces logements sont également utilisés comme solution d'urgence pour les réfugiés en situation précaire.

À et autour de **Charleroi**, nous mettons des logements à la disposition de réfugiés et de Belges qui éprouvent des difficultés à accéder à un logement. Ils reçoivent un contrat de bail d'un an. La réunion de ces deux publics-cibles est une plus-value sur le plan de l'intégration, d'autant plus qu'ils doivent souvent surmonter les mêmes obstacles. Nous les informons à propos des contrats de bail, des droits et des obligations du locataire, de l'entretien d'un logement, et au terme de leur contrat, nous les aidons dans leur recherche d'un nouveau logement en location. En outre, ils bénéficient d'un accompagnement sur les plans administratif, juridique et social. Avec Caritas Wallonie, nous espérons pouvoir obtenir l'agrément en tant qu'APL (Association de Promotion du Logement).

« L'année dernière, nous avons accompagné 73 personnes dans leur recherche d'un logement. Quasi tout le monde y est finalement parvenu, par le biais de notre intervention ou d'autres canaux. »

Joke Dillen, Housing-café Anvers



© Isabel Corthier

4 Retour volontaire et réintégration

L'équipe de réintégration de Caritas International accompagne les personnes qui choisissent de retourner volontairement dans leur pays d'origine. À cet égard, le service travaille en étroite collaboration avec Fedasil et d'autres ONG qui ont un premier contact avec les candidats au retour. Le but des conseillers en réintégration de Caritas est de préparer la personne le mieux possible et de garantir une continuité entre Caritas en Belgique et les partenaires locaux de Caritas qui se chargent de l'accompagnement après le retour.

Ukraine

En 2017, nous avons accompagné 633 personnes (422 dossiers) lors de leur retour. Parmi elles, un grand nombre était originaire d'Ukraine : 115 personnes, le double par rapport à 2016. Depuis la libéralisation du régime des visas, il n'est pas certain que le soutien à la réintégration des personnes qui retournent en Ukraine se poursuive au-delà de juin 2018. C'est probablement ce qui explique la forte hausse. Afin de mieux comprendre le contexte local et ainsi d'optimiser la préparation au retour, nous rendons régulièrement visite aux « retournés » et à nos partenaires locaux dans différentes régions.

En août 2017, nous sommes partis avec Fedasil et la ville d'Ostende en Ukraine.

Perspectives d'avenir

La crise financière et la dévaluation de la devise, les bas salaires, le taux de chômage élevé et la corruption, sont les principales raisons qui poussent les Ukrainiens à la migration, souvent pour travailler quelques mois ou quelques années à l'étranger, souvent dans la clandestinité. Si quelque chose tourne mal, ils n'ont aucun filet de sécurité. Afin de mener à bien un retour digne et une réintégration durable, il est important de veiller à ce que les « retournés » bénéficient de soutien dans leur pays d'origine et à ce qu'ils aient un projet pour qu'ils puissent dans la mesure du possible être autonomes. Les différents « retournés » visités par nos collègues se disent positifs quant au soutien dont ils ont bénéficié. Caritas Ukraine ne se consacre bien entendu pas uniquement au soutien des « retournés », mais surtout à la lutte contre la pauvreté, aux soins à domicile, au soutien aux victimes de guerre à l'Est, à l'accompagnement médical spécifique des personnes souffrant de problèmes mentaux, etc.

© Caritas International



Visite à nos partenaires en Ukraine et à Igor et sa famille. Igor – l'homme avec la canne – est une des 633 personnes que nous avons accompagnées en 2017 lors de leur réintégration.

Thomas Goedgezelschap, coach réintégration

« Pendant notre visite, nous avons aussi revu Igor. Lorsqu'Igor est parti pour la France en 2014, sa famille en Ukraine était pleine d'espoir et d'attentes. Il allait chercher du travail dans la construction et envoyer de l'argent à la maison. De l'argent pour une vie meilleure. Personne ne s'attendait à revoir Igor deux ans plus tard, marchant difficilement et aveugle d'un œil. Il travaillait en France et tout semblait aller pour le mieux, jusqu'à ce qu'il soit victime d'un accident du travail ».

« Caritas a renoué le contact entre Igor et sa famille, même si c'était difficile. Malgré sa situation perturbée, il ressort des histoires qu'Igor raconte qu'il souhaite retourner en Ukraine. Le budget de réintégration qu'Igor a reçu de Caritas International a principalement permis de payer les frais médicaux. Igor a été opéré de la cataracte et a en grande partie récupéré la vue. Étant donné que l'homme n'est plus en état d'aller travailler, du matériel agricole et des outils ont été achetés, de sorte qu'il puisse cultiver des légumes à petite échelle. »

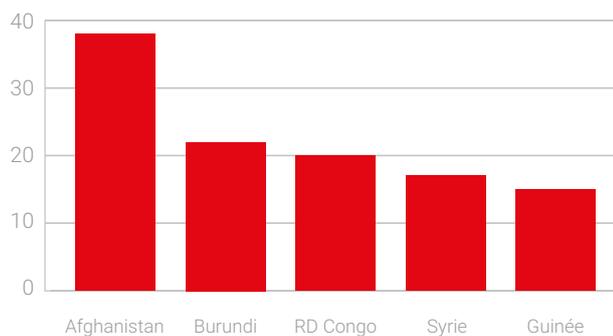
Accompagnement lors de la réintégration en Ukraine

Année	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Nombre de personnes	11	12	23	15	21	55	115

5 Tutelle de mineurs

En 2017, 4 tuteurs néerlandophones et 4 francophones se sont chargés de la tutelle de 229 mineurs étrangers non-accompagnés (MENA), soit 127 garçons et 102 filles. 81 enfants avaient 12 ans ou moins. Le plus jeune avait 1 an. Un tuteur est le représentant légal du jeune dans le cadre de différentes procédures et devant toutes sortes d'instances. Il entretient un contact régulier avec le jeune pour pouvoir prendre des décisions ensemble. Un tuteur doit également veiller à la santé physique et mentale de son pupille, à sa scolarité et à son logement jusqu'à ses 18 ans.

Top 5 des nationalités MENA sous tutelle



Helpdesk et coaching

Chaque tuteur doit suivre une formation de base avant d'obtenir une reconnaissance définitive. Cependant, un approfondissement en termes de connaissances, de compétences (comment dois-je mettre en pratique

ce que je sais ?) et d'attitudes (comment dois-je me comporter avec mon pupille ?) est grandement nécessaire. Le Ministère de la Justice a répondu favorablement à notre demande de prévoir un parcours d'accompagnement pour les tuteurs par le biais d'un helpdesk, d'un coaching individuel et de formations. Notre prestation de services se caractérise comme suit :

- Les tuteurs Caritas sont membres de la commission de sélection et participent à la sélection de nouveaux tuteurs.
- Caritas organise la formation de base des tuteurs (FR uniquement).
- Les nouveaux tuteurs participent à un parcours de coaching de 4 séances (FR uniquement).
- En 2017, 38 tuteurs ont bénéficié, à leur demande, d'un coaching individuel de 2 heures pour le suivi d'un dossier compliqué (FR uniquement).
- Nous organisons des formations permanentes (par exemple sur le regroupement familial).
- Nous nous chargeons du helpdesk, disponible par téléphone et par courriel (uniquement en français). Les tuteurs peuvent poser des questions concrètes à propos de problèmes qu'ils rencontrent ou demander des informations utiles complémentaires. Le helpdesk permet aussi de rompre l'isolement que certains tuteurs éprouvent lorsqu'ils sont confrontés à des situations complexes et à un éventail d'options, ou inversement s'ils ne voient aucune issue.



6 L'accueil de première ligne

L'accueil de première ligne, « Youth in transit » à Bruxelles (p. 12), la recherche de logement à Bruxelles (p. 15), et la tutelle des MENA (p. 17), ne sont possibles que grâce à l'étroite collaboration entre Caritas International et le CAP Brabantia. Cette antenne est située dans les bureaux de Caritas International à Bruxelles, ce qui permet un échange et une collaboration sur une base continue.

Les services de première ligne proposés par Caritas International s'adressent à tout étranger, quel que soit son statut ou sa nationalité. En 2017, nous offrons une aide dans 712 dossiers, impliquant 80 nationalités. Il s'agit principalement de problèmes liés au permis de séjour, au logement, aux finances et à la procédure d'asile. Si nécessaire, les assistants sociaux les renvoient vers des projets spécifiques de Caritas International ou vers d'autres services ou institutions.

Proximité

Des personnes extrêmement vulnérables ne trouvent pas toujours le chemin de nos bureaux. Caritas International estime dès lors qu'il est important d'aller à leur rencontre. Point 32, une initiative de l'Unité Pastorale Bruxelles, a accueilli en 2017 un grand nombre de migrants en transit. Pendant les permanences que nous y tenons avec nos partenaires, nous sommes à l'écoute et nous informons quant aux droits sociaux, au logement, à l'emploi. En 2017, nous étions également présents à proximité de la Gare du Nord à Bruxelles et à Zeebrugge, où, après la fermeture du camp de Calais, bon nombre de migrants ont cherché refuge dans l'espoir de poursuivre leur voyage vers l'Angleterre.

Visites de centre fermé

Une assistante sociale rend visite chaque semaine aux migrants détenus dans le centre fermé 127 bis à Steenokkerzeel. Caritas International est opposé à la détention pour des raisons de politiques migratoires. Néanmoins, puisque la pratique est courante en Belgique, nous estimons important d'écouter les histoires des migrants, de les informer quant à leurs droits et d'évaluer leurs conditions de vie. Caritas fait aussi partie du groupe 'Transit'. Il s'agit d'une plateforme regroupant des personnes qui rendent visite aux détenus

dans cinq centres fermés belges. Des informations et des expériences sont échangées, les injustices sont signalées aux autorités et le grand public est sensibilisé quant aux conditions de vie des personnes dans les centres fermés.



© Isabel Corthier

Regroupement familial

En 2017, le service social a soutenu 791 personnes dans leur demande de regroupement familial et informé 294 personnes par le biais de séances d'informations collectives en français et en arabe.

Les obstacles sont nombreux avant de pouvoir clôturer la procédure avec succès : les Syriens, par exemple, n'obtiennent souvent pas l'autorisation de quitter le pays, même s'ils ont un visa pour la Belgique. Ou encore : les résultats de la détermination de l'âge sur la base d'un examen osseux ne sont pas toujours fiables, ce qui implique parfois qu'un mineur est déclaré majeur et n'a donc plus droit au regroupement familial, entre autres ; certains pays perçoivent des frais exorbitants ou exigent des documents inutiles, l'informatisation de la procédure fait que bon nombre de personnes n'y ont plus accès... Après leur arrivée, il y a souvent d'autres problèmes lors de l'inscription dans la commune. En outre, les retrouvailles sont parfois difficiles et une médiation est parfois nécessaire.

02

Partager le chemin

Aide d'urgence et développement

1 La faim en Afrique

« Plus de 20 millions de personnes regardent la famine dans les yeux. Ils risquent de mourir ! », s'est exclamé Stephen O'Brien, haut-fonctionnaire chargé des questions humanitaires à l'ONU, le 10 mars 2017 devant le Conseil de Sécurité à New York. Il ne mâche pas ses mots lorsqu'il décrit le sort du Nigeria, du Yémen, du Soudan du Sud et de la Somalie si la communauté internationale reste passive. Des informations mondiales, choquantes pour beaucoup, mais qui ne sont pas une surprise pour Caritas qui lutte depuis longtemps contre la famine dans les pays concernés. Le Niger, le Kenya, l'Ouganda et l'Éthiopie sont également touchés. Les conflits armés, les changements climatiques et la pauvreté extrême sont à l'origine de cette catastrophe humanitaire. Avec le réseau Caritas et grâce au soutien de nos donateurs et à la campagne *Famine 12-12*, nous pouvons aujourd'hui considérablement accroître nos efforts.

Promouvoir autant que possible l'autonomie

Caritas International distribue de la nourriture uniquement en dernier recours. Nous essayons autant que possible de promouvoir l'autonomie des personnes en mettant des semences et du matériel agricole à leur

disposition, en garantissant l'accès à l'eau, en donnant de l'argent en liquide pour acheter de la nourriture et en mettant sur pied des activités génératrices de revenus.

Caritas International est surtout active en **Ouganda**, où nous aidons quelque 17.069 ménages dans les camps de réfugiés de Bidi Bidi et Imvepi. En complément à l'aide alimentaire du Programme alimentaire mondial, nous leur donnons les moyens de pourvoir eux-mêmes à leur nourriture (semences/plants et matériel agricole). Les producteurs bénéficient d'une formation en vue d'améliorer leurs récoltes, de sorte qu'ils puissent aussi en tirer de petits bénéfices. Nous finançons également des formations professionnelles pour les jeunes (mécanique, coiffure, restauration).

Au **Soudan du Sud**, à Yei, 5.069 ménages reçoivent entre autres de la farine, des fèves, de l'huile et du sel. Dans l'état d'Unité, 240 ménages bénéficient d'un kit de survie, contenant notamment des filets de pêche et des tablettes de purification d'eau.

En **Éthiopie**, Caritas distribue des semences, propose des formations et fournit du « cash for work » (argent contre travail) à 5.265 familles.

David Songa dans son potager près de sa case dans le camp de Bidi Bidi, Ouganda.



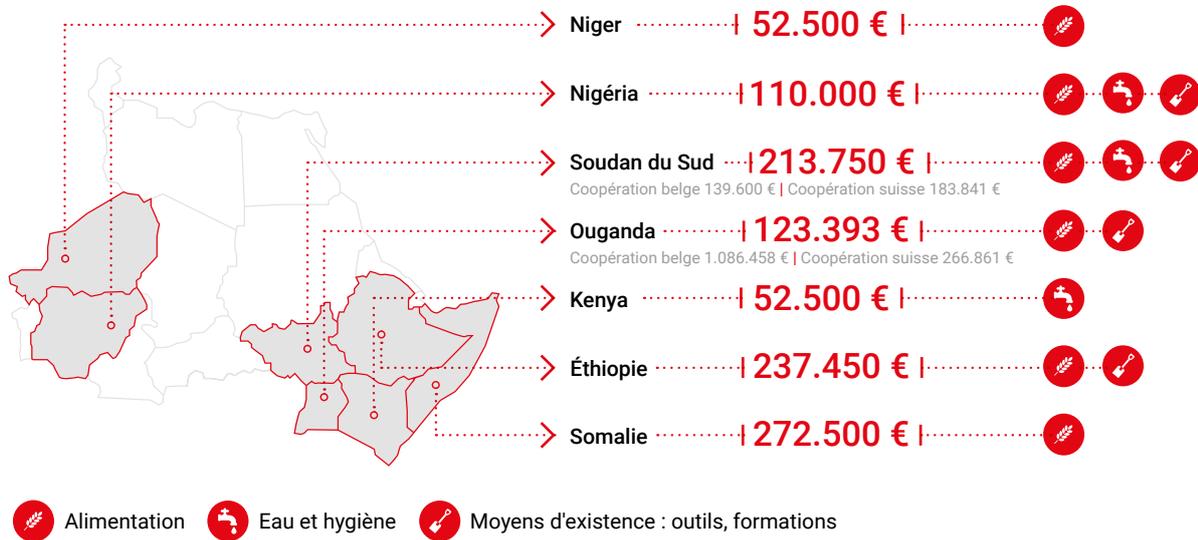
© Tommy Trenchard / Caritas Internationalis

David Songa, réfugié en Ouganda

David Songa, 26 ans, est arrivé en août dans le camp de réfugiés de Bidi Bidi. Il vient de Yei, au Soudan du Sud. Il a échappé à une fusillade, mais ses amis ont été tués. « *Je ne voulais pas quitter Yei. Je venais de décrocher mon diplôme universitaire. Je voulais rester et enseigner.* »

Aujourd'hui David donne cours, à Bidi Bidi, même si les circonstances ne sont pas tout à fait comme il l'espérait. Il a été formé par Caritas aux techniques agricoles modernes. « *J'ai d'abord étudié les potagers et la production sur des champs plus grands. Apprendre à observer le travail du champ, mais aussi à diriger une petite entreprise. J'explique aujourd'hui aux paysans comment s'y prendre intelligemment avec le climat actuel, quelles variétés cultiver et comment en prendre soin au mieux. Je leur explique aussi l'importance des arbres et des buissons et les problèmes liés à la déforestation. Je suis très proche des gens. Ce qu'ils vivent, je l'ai vécu aussi et c'est ce qui me permet de gagner la confiance des paysans.* »

Campagne famine 2017 - Votre soutien en chiffres 1 an après - 28.02.2018



En collaboration avec le réseau Caritas

Au **Nigeria**, Caritas International distribue des semences et des outils en collaboration avec le réseau Caritas. Fin 2017, nous avons aidé 22.500 personnes et 1.000 familles en leur permettant d'accéder à l'eau, à l'hygiène et à des moyens générateurs de revenus. Nous traitons la malnutrition, la diarrhée et la pneumonie dans les centres médicaux. La malnutrition est dépistée auprès de 6.845 enfants et si nécessaire, ils bénéficient d'une alimentation spéciale. Nous aidons également les familles de réfugiés nigériens qui ont traversé la frontière avec le **Niger**, dans la région de Diffa.

En **Somalie**, Caritas aide 2.000 ménages, en distribuant des colis alimentaires. 9.190 personnes (enfants, femmes enceintes et mères allaitantes) reçoivent une alimentation complémentaire, adaptée à leurs besoins.

Au **Kenya**, 1.188 adultes et enfants dans les écoles reçoivent des citernes d'eau et 4.100 familles bénéficient d'un accès à l'eau.

Nous faisons la différence !

L'insécurité alimentaire perdure dans une région qui est très souvent caractérisée par des conflits persistants, voire l'escalade des conflits et des crises politiques. La guerre civile au Soudan du Sud, les combats en Somalie, les extorsions de Boko Haram demeurent les principaux

obstacles sur la voie vers le développement durable. « Malgré ces défis et les conditions parfois dangereuses pour les équipes de Caritas, nos interventions font vraiment la différence pour les groupes les plus vulnérables, qu'il s'agisse du dépistage et du traitement de la malnutrition, de l'accès à l'eau et à la nourriture ou de la génération de moyens de subsistance, » explique Sébastien Dechamps, coordinateur de l'aide d'urgence.

© Gilles Cnockaert



Le gouvernement fédéral double les fonds récoltés par la campagne Famine 12-12. Le Ministre de la coopération au développement, Alexander De Croo, vient se rendre compte sur le terrain de la situation. Dans le camp de réfugiés de Bidi Bidi, il découvre les efforts fournis par Caritas.

2 Éthiopie : l'eau et la terre

Quelque 8,5 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire structurelle, ce qui signifie qu'elles dépendent (partiellement) de programmes alimentaires ou de projets tels que 'argent contre travail' (cash for work) proposés par les ONG. Suite aux faibles précipitations en 2016-2017, les récoltes agricoles sont maigres et la mortalité du bétail est élevée. Là où c'est nécessaire, nous finançons temporairement l'achat de nourriture afin de pourvoir aux besoins urgents. A côté de cela, nous poursuivons notre travail axé sur l'amélioration de la sécurité alimentaire.

La cause de l'insécurité alimentaire

Mark Breusers, expert chez Caritas pour l'Éthiopie: « Les causes sont multiples. La sécheresse, évidemment, et aussi le changement climatique. Les saisons des pluies ont toujours été irrégulières dans la région du Tigray, mais cette irrégularité augmente. Les périodes de sécheresse sont donc plus longues et les pluies plus imprévisibles. Les crises se succèdent plus rapidement. De plus, il y a une inégalité économique qui ne peut être sous-estimée. Le fossé entre riches et pauvres se creuse en Éthiopie. La politique gouvernementale en matière de distribution des terres joue un rôle néfaste à cet égard. En effet, la grande majorité de petits paysans n'a accès qu'à 2 hectares de terre maximum, alors que le gouvernement octroie de vastes concessions, parfois de plusieurs dizaines de milliers d'hectares, à de gros investisseurs souvent étrangers. L'agriculture à petite échelle subit en ce sens un préjudice structurel. »

Cofinancement

En 2017, plusieurs programmes en cours au Tigray étaient cofinancés par la population locale (en nature), le Fonds Élisabeth et Amélie, Bruxelles Environnement-IBGE, Hydrobru (l'Intercommunale bruxelloise de distribution et d'assainissement d'eau) et la DGD (le gouvernement belge). En outre, nous bénéficions du soutien du programme SHARE de l'UE et d'un consortium de partenaires opérationnels pour notre intervention dans la Région des Nations et Nationalités du Sud (RNNPS). Nos sympathisants aussi ont réagi massivement à notre appel à soutien dans le cadre de notre campagne de septembre.

Caritas-autorités-population locale

Dans la région du Tigray, Caritas soutient les familles par le biais de différentes initiatives visant à garantir l'accès à la nourriture. Ceci va de pair avec la protection des ressources naturelles, surtout des sols et de l'eau. Nous travaillons avec les communautés locales : nous construisons, par exemples, des terrasses de culture, nous luttons contre l'avancée du désert, nous veillons à de meilleurs débits des ressources hydriques. Nous creusons ou forons aussi des puits, afin de garantir l'approvisionnement en eau potable. Nous aménageons des lieux de stockage de l'eau, installons des systèmes d'irrigation... Les autorités se chargent d'équiper les puits de pompes électriques. Nous – les ONG – travaillons ensuite ensemble sur ces projets et veillons à ce que l'eau provenant de ces puits soit amenée vers les communautés de manière sûre et propre.

Les communautés locales contribuent en apportant les matériaux disponibles au niveau local, ainsi que leur main-d'œuvre ou leurs connaissances. Par la suite, elles veillent aussi à la gestion et à l'entretien grâce à des comités élus démocratiquement.

« La participation de la population est formidable. De cette manière, nous jetons les bases solides du développement durable, ce à quoi Caritas International contribue depuis de nombreuses années. »

Mark Breusers, expert pour l'Éthiopie, Caritas International



© Isabel Corthier

Extrait du rapport final du projet "Meilleur accès à l'eau potable et sensibilisation à l'hygiène dans les districts de Ganta-Afeshum et Gulomakda au Tigray Oriental" :

3.250 ménages ont accès à une eau de qualité grâce à un point d'eau géré et entretenu par un comité local.

- 11 points d'eau réhabilités ;
- 50 nouveaux comités locaux de gestion de l'eau ont reçu le matériel nécessaire pour l'entretien de leur point d'eau et 50 comités existants ont bénéficié d'un accompagnement dans le but d'améliorer leur réglementation ;
- 23 personnes ont bénéficié d'une formation technique en santé publique ;
- Un autoclave (appareil de stérilisation) et les produits nécessaires permettent d'accroître la capacité du labo pour l'analyse de l'eau.

Les conditions d'hygiène de 21.874 ménages (toute la zone concernée) se sont améliorées, grâce à la formation de 400 représentants des communautés et des écoles.



© Isabel Corthier

On ne sait jamais quand il va pleuvoir

« On ne sait jamais quand il va pleuvoir. C'est source de beaucoup de stress. La pluie vient trop tôt, trop tard ou pas du tout », explique Gebresilasie (54 ans). Lorsqu'il était encore vendeur de bois, il devait marcher plusieurs heures tous les jours pour aller couper du bois. Il le transportait sur son âne jusqu'à Mekelle, où il le vendait. « Je travaillais 18 heures par jour et malgré ça, mais enfants n'avaient souvent rien à manger. C'est fini maintenant. »

« Aujourd'hui, j'ai 3 belles récoltes par an. Outre le sorgho, le teff et le froment, je cultive des carottes, des oranges, des oignons et des bananes. Bien assez pour vivre. Parce qu'il y a de l'eau. »

Avec la population du Nord du Tigray, où Gebresilasie habite, Caritas a construit un barrage, équipé d'un système d'irrigation. Aujourd'hui, Gebresilasie vit de l'agriculture avec sa femme et leurs 6 enfants.

Le barrage retient l'eau de pluie et le système d'irrigation permet d'irriguer les 30 hectares de terre de 176 familles, dont celle de Gebresilasie. « C'est notre projet et nous en sommes fiers. Chacun a contribué selon ses capacités et tout le monde a été payé. Pour certains, c'était leur seule source de revenus. »

Gebresilasie veut que ses enfants aient toutes leurs chances. « Je ne veux pas qu'ils mènent une vie comme la mienne », dit-il avec insistance. « Maintenant qu'il y a de l'eau dans le village, et avec tous les moyens dont nous disposons aujourd'hui, ils continuent d'aller à l'école. Du coup, leur avenir sera meilleur que le mien ! »

3 Syrie : les besoins restent énormes

En repoussant l'État islamique de Syrie, la paix semblait en vue, mais ce n'est malheureusement pas le cas. Plusieurs grandes puissances régionales sont en conflit et se battent toujours sur le territoire syrien : Turcs contre Kurdes, Américains contre Russes, Israël contre (des milices soutenues par) l'Iran, etc. L'ancienne querelle entre le régime d'Assad et les rebelles résistants n'est toujours pas totalement réglée non plus. Fin 2017, la situation restait dangereuse.

Pas encore chez eux

Lorsque les armes se taisent, nous découvrons un paysage de ruines et des familles déchirées. Le résultat de sept ans de conflits et de violences. Des millions de personnes en fuite (à l'intérieur du pays ou ailleurs) ne peuvent toujours pas rentrer chez elles, par crainte de représailles ou de nouvelles violences. Lorsque la sécurité semble s'installer, toute perspective d'avenir fait néanmoins défaut. Comment recommencer une nouvelle vie dans un quartier complètement dévasté, sans électricité, sans eau ni services publics ? Avec quels moyens les habitants vont-ils pouvoir reconstruire une maison où vivre dignement ?

Pauvreté dans la région côtière

Plus de 200.000 Syriens ont trouvé refuge ces dernières années dans et autour de Tartous et de Mashta al Helou, où la situation est restée relativement calme. Ils ne disposent que de peu de moyens. Ceux qui ont de l'argent ont fui à l'étranger depuis longtemps. Il s'agit surtout de femmes et d'enfants. Les hommes sont à l'étranger, morts au combat ou font leur service militaire, obligatoire. Ces gens ont des papiers, ils peuvent en principe travailler, bénéficier d'une aide médicale et les enfants peuvent aller à l'école. Mais les services publics sont débordés et quasi inaccessibles. Les réfugiés ont du quasi tout abandonner et vivent dans une situation de pauvreté extrême.

L'afflux de personnes en fuite a un impact important sur la communauté. Il n'y a pas de camps dans la région côtière. Les gens cherchent à s'abriter dans des bâtiments abandonnés, louent des chambres ou une petite maison. Cette forte demande a fait grimper les prix des loyers. Les salaires ont baissé, car les nouveaux

venus sont disposés à travailler à moindre coût. Les écoles sont surpeuplées, les denrées alimentaires sont pour beaucoup impayables, le carburant manque, les centres médicaux ne parviennent pas à faire face au grand nombre de patients. Il y a clairement une paupérisation d'une partie de la population initiale.



© Patrick Nicholson / Caritas Internationalis

Nourriture, logement, produits de première nécessité, soins médicaux

Entre septembre 2016 et août 2017, Caritas International est venu en aide à environ 12.000 personnes vulnérables dans la région côtière : des 'personnes déplacées', mais aussi la population locale confrontée à des difficultés. Ainsi, nous contribuons à éviter les tensions. La religion n'a pas d'importance ici : ce qui compte est la vulnérabilité des personnes qui frappent à notre porte. Nous leur donnons une contribution pour payer leur loyer, des coupons à échanger contre de la nourriture et des produits de première nécessité. Nous payons une partie des frais médicaux indispensables, nous procurons du matériel scolaire et organisons des formations à l'intention des femmes autour de différents thèmes : l'hygiène, comment se nourrir sainement avec un budget limité, les droits des enfants, etc. Ces formations sont importantes : elles permettent aux participantes d'échanger expériences et émotions.



© Patrick Nicholson / Caritas Internationalis

Caritas en action

Caritas Syrie compte six bureaux régionaux et un bureau à Damas, nous permettant ainsi d'être actifs sur l'ensemble du territoire syrien. Caritas International offre une assistance dans la région côtière et à Alep – tant aux personnes en fuite à l'intérieur du pays qu'à la population locale.

Caritas International aide aussi les Syriens en fuite à l'étranger :

La **Turquie** accueille plus de 3 millions de réfugiés, dont une grande majorité de Syriens. Caritas International soutient des centres sociaux à Istanbul, où les gens peuvent s'adresser pour obtenir nourriture, logement et soins médicaux. Caritas Turquie leur explique leurs droits et leur donne l'occasion de se rencontrer et d'acquérir de nouvelles compétences.

Au **Liban et en Jordanie**, nous nous chargeons d'activités socio-éducatives pour les réfugiés et les jeunes Libanais vulnérables : classes de devoir, camps de vacances, accompagnement psychosocial. L'objectif ? Garder les jeunes à l'école, pour leur offrir une perspective d'avenir et réduire le travail des enfants et la criminalité juvénile.

En **Jordanie**, nous aidons les réfugiés vulnérables (dont une grande majorité de Syriens et de familles jordaniennes) en distribuant des produits de première nécessité, en proposant des projets 'argent contre travail' et des formations professionnelles, de sorte qu'ils puissent bénéficier de moyens de subsistance. En outre, des consultations prénatales, des soins médicaux et un accompagnement psychosocial sont également proposés.

En **Belgique**, nous avons différents programmes axés sur l'accompagnement des demandeurs d'asile et l'intégration des réfugiés (voir 01).

« Il y avait déjà un 'avant' cette guerre horrible, il y aura incontestablement un 'après'. Cet 'après' devra être construit tant en Syrie qu'ici, chez nous : nous allons devoir 'partager le chemin'. »

Sébastien Dechamps, coordinateur de l'aide d'urgence

« Selon ses moyens et dans le cadre du possible, Caritas soutient tous les Syriens dans le besoin, y compris les non-chrétiens. Caritas collabore en toute confiance avec le Croissant-Rouge syrien, organisation liée à la Croix-Rouge. »

Mgr Audo, président de Caritas Syrie, lors de son témoignage du 26 janvier 2017 au Parlement européen

4 Par la Serbie vers l'Europe occidentale et septentrionale

Fin 2016, le nombre de migrants et de demandeurs d'asile en route vers le Nord et l'Ouest de l'Europe a sensiblement augmenté en Serbie. Leur accueil est organisé par les autorités qui refusent que les organisations de la société civile opèrent de manière autonome. 80% des quelques 7.000 migrants enregistrés vivent dans un des 16 centres officiels. En décembre 2016, ils étaient 1.100 dans les centres de Presevo (principalement des hommes seuls) et Bujanovac (enfants non accompagnés et familles) dans le sud de la Serbie. C'est nettement moins que dans le nord et l'est du pays, mais les besoins y sont les mêmes : nourriture, eau et soins médicaux. Pourtant, l'aide internationale est quasi inexistante dans le sud du pays.

L'aide vient de Caritas et de l'Europe

Avec ses partenaires locaux et à la demande du gouvernement, Caritas Serbie s'est efforcée pendant quelques mois d'offrir un petit-déjeuner, un déjeuner et un repas du soir dans les centres de Presevo et Bujanovac, mais fin 2016, ils n'avaient plus les moyens financiers de poursuivre ces efforts. Grâce au soutien de l'Union européenne (Echo) et de Caritas International, c'est aujourd'hui à nouveau possible. Un premier calendrier prévoit des repas quotidiens pour 1.100 personnes. Étant donné que le nombre de migrants a

diminué depuis l'été 2017, nous sommes en mesure de prolonger la durée de l'aide initialement prévue – 8 mois – jusqu'à 14 mois (lancement février 2017).

Les migrants en transit s'investissent

Darko Tot, de Caritas Serbie : « Les migrants en transit sont impliqués dans les repas et les autres activités du camp. Ainsi, cinq femmes aux origines culturelles différentes ont expliqué à l'entreprise sociale 'Tradicija juga', chargée de préparer les repas, comment préparer leurs repas traditionnels. Les bénévoles qui ont de bonnes compétences relationnelles et de communication aident les gens à surmonter les barrières linguistiques et tentent d'intervenir en tant que médiateurs en cas de conflits. »

Ensemble, avec la population locale

L'organisation sociale 'Tradicija juga', chargée des repas, embauche des personnes vulnérables au niveau local (victimes de violence, sans-abris de longue durée...). Grâce à ce nouveau défi, ces personnes ont la possibilité de travailler et de s'intégrer à nouveau dans la société. La nourriture est achetée chez des petits paysans locaux qui ont à leur tour l'occasion de développer davantage leur petite entreprise.



© Caritas Internationalis

« Lorsque la cuisine a ouvert dans le camp de Presevo, il y avait un petit groupe de jeunes bénévoles originaires d'Iraq. Pendant qu'ils faisaient la vaisselle, ils ont commencé à jouer de la musique avec les casseroles et les assiettes. L'ambiance est vraiment joyeuse dans la cuisine. »

Milena, responsable de la distribution alimentaire, Caritas Serbie

« J'ai l'habitude de travailler dur et je veux aider les autres réfugiés et migrants. Je refuse de rester passif à ne rien faire. Je veux aussi offrir ma contribution pour l'aide que nous recevons. »

Raohallah, réfugié afghan dans le centre de Presevo

5 Soins médicaux dans la bande de Gaza

Gaza, une bande de terre isolée de 360 km², 40 km de long et de 6 à 12 km de large, fait partie de la Palestine. Il s'agit de l'une des régions les plus densément peuplées de la planète. Le 1,88 million de personnes qui y vivent ne peuvent quitter l'enclave qu'à titre exceptionnel. Un embargo en place depuis neuf ans et trois grandes guerres en six ans ont dévasté les infrastructures publiques.

Aucune perspective d'avenir

Un manque chronique d'électricité perturbe l'offre de services et complique encore davantage les conditions de vie déjà difficiles. Le taux de chômage est très élevé, le revenu par habitant très bas. 80 % de la population vit sous le seuil de pauvreté et dépend de l'aide externe. Une génération entière d'enfants a grandi dans ces conditions, sans aucune perspective d'avenir.

Le système des soins de santé a été le plus durement touché par la dernière guerre et le blocus. L'approvisionnement en médicaments est lent et le personnel médical n'a pas accès aux équipements modernes ni aux nouvelles connaissances. Les enfants souffrent de troubles psychosociaux et ont besoin d'accompagnement.

Travailler ensemble pour améliorer la santé

Grâce au financement de la DGD (gouvernement belge), Caritas International soutient le centre médical de Caritas Jérusalem dans la Bande de Gaza. Il se situe dans un quartier extrêmement pauvre et déborde toujours de patients. Aux côtés d'un gynécologue, d'un dentiste, d'un médecin et d'un pharmacien, une équipe de 20 collaboratrices-teurs vient en aide aux enfants et aux familles, traumatisés par la guerre, en offrant soins médicaux, nourriture et aide psychosociale.

Un problème de santé très répandu est l'anémie. Caritas se charge non seulement d'offrir une alimentation saine pendant quelques mois pour pallier les manques, mais s'investit également pour que le problème de l'anémie soit pris en compte par d'autres organisations, telles que l'UNRWA (organisation de l'ONU pour les réfugiés palestiniens au Proche-Orient).



© Caritas Internationalis

« Les gens sont dépressifs, désespérés, ils sont, pour ainsi dire, mis sous perfusion. De telles conditions de vie ne peuvent conduire qu'à davantage de haine. »

Sœur Briget, coordinatrice du projet Caritas à Gaza

D'octobre 2016 au 30 septembre 2017

2.108 enfants ont reçu des soins pédiatriques
535 enfants ont reçu des soins dentaires
2.143 enfants et 1.007 femmes ont bénéficié d'un accompagnement psychosocial
248 femmes ont suivi une formation en leadership

Le projet a été prolongé de 6 mois jusqu'à fin mars 2018

500 enfants ont reçu des soins dentaires
2.000 enfants ont bénéficié de sessions de thérapie de clown
100 femmes ont bénéficié de sessions psychosociales en groupe

6 RD Congo : crise au Kasai

La crise humanitaire au Kasai a débuté le 8 août 2016, à Tshimbulu (Kasai central). Les habitants se sont alors révoltés contre le pouvoir central après l'assassinat par les forces de sécurité de leur chef coutumier Kamuina Nsapu. Des actions militaires s'en sont suivies, accompagnées de poursuites sans mandat, de viols, de destructions et d'actes de violence en tout genre. Par ailleurs, des enfants ont été enrôlés et utilisés. Les différentes parties prenantes au conflit sont responsables d'une violence excessive à l'encontre de la population civile. En 2017, la violence s'est peu à peu répandue aux 5 provinces du Kasai.

Besoins énormes

« Les besoins dans la région sont énormes », explique Willem Vervaeke, responsable des projets de Caritas International en RD Congo, fin décembre 2017. « En raison de la crise, beaucoup de personnes n'ont pas pu récolter, malgré leur dur labeur : bon nombre d'entre eux ont déjà perdu trois récoltes. Les conséquences sont catastrophiques pour la disponibilité de nourriture et les prix. La situation est alarmante : plus de 280.000 enfants souffrent de malnutrition sévère et n'ont reçu aucune aide. En outre, la population a également besoin de kits d'hygiène, d'eau potable et d'ustensiles de ménage. »

Que fait Caritas?

Notre intervention est multiple : grâce au financement d'Unicef, nous avons pu mettre sur pied un réseau d'alerte humanitaire, dit système de veille humanitaire. Nous avons déjà une ébauche de réseau avant la crise, lequel s'est depuis lors avéré très utile. Dans 10 provinces du Kasai et d'Equateur, soit 15 évêchés et 390 paroisses, nous pouvons lancer l'alerte en cas de violence, de disparition de personnes, de catastrophes naturelles... Ces alertes nous sont envoyées par SMS et nous permettent d'évaluer très rapidement les besoins et d'offrir l'aide adéquate rapidement. Dans l'ensemble de la région du Kasai, Caritas International a distribué des ustensiles et du matériel pour abris à quelque 10.420 personnes. Le troisième volet débutera en 2018 et se concentre sur la relance de l'agriculture.



© Gilles Cnockaert Caritas International

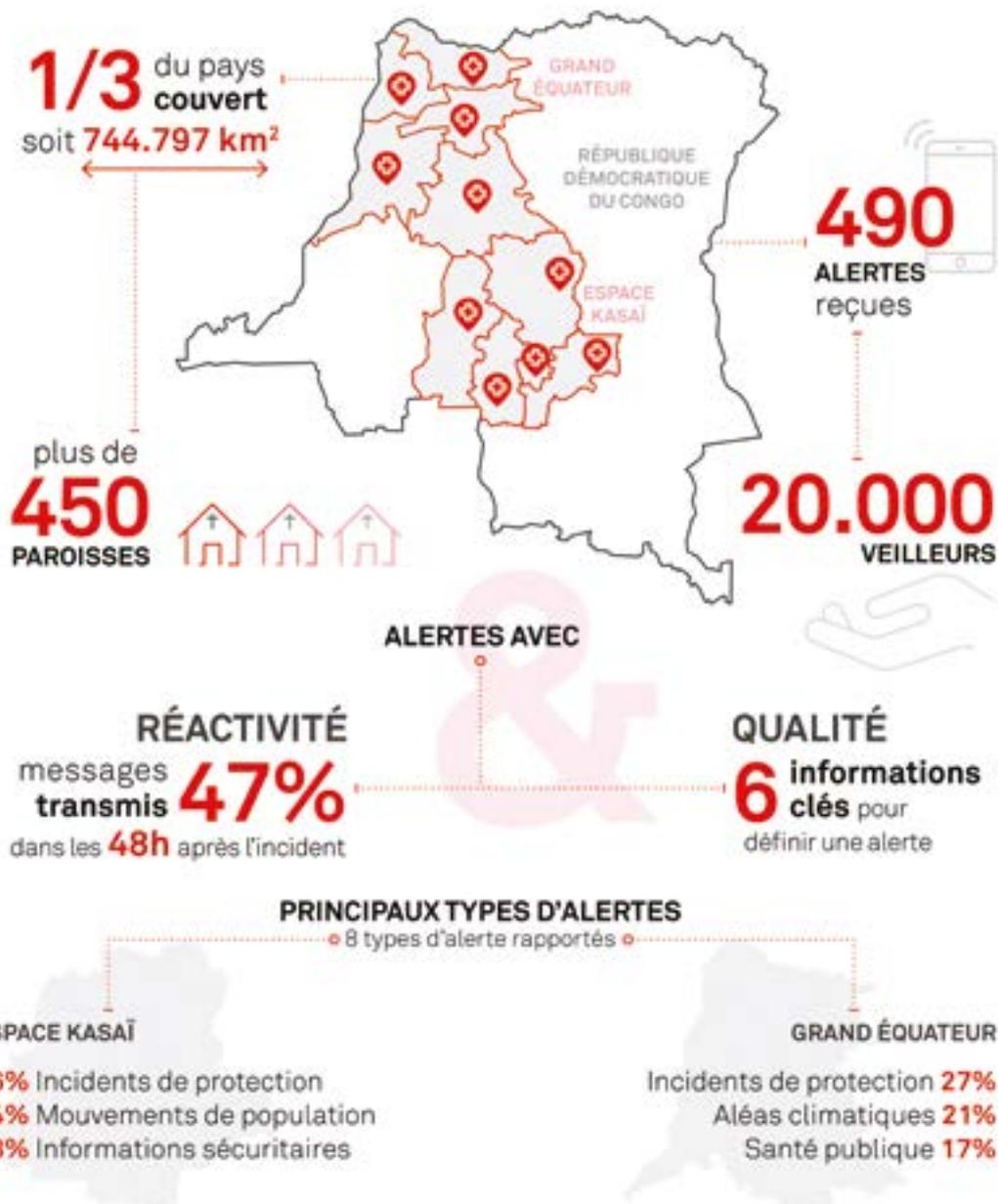
Campagne RD Congo : #KasaiNow – Rompre le silence

En collaboration avec la Commission Justice et Paix, nous lançons une campagne en ligne dont l'objectif est de parvenir à une meilleure compréhension des causes et des conséquences de cette crise. Grâce à divers récits poignants, d'images et d'une analyse, nous appelons à rompre le silence, tous ensemble.



Bilan de la veille humanitaire de Caritas en République Démocratique du Congo

Septembre 2017 février 2018



7 Préparation aux catastrophes

Avec le soutien de la DGD (le gouvernement belge), nous travaillons depuis fin 2016 à une plus grande résilience en cas de catastrophes au Burundi, au Niger et en RD Congo. Nous avons choisi des zones régulièrement frappées par différentes crises. Avec les Caritas locales et la population, nous avons décidé de nous concentrer davantage sur la préparation des communautés plutôt que des familles individuelles.

Burundi – province de Rutana

Les familles dans la province de Rutana vivent principalement de l'agriculture et de l'élevage. Le changement climatique et la qualité des sols diminuée ont pour conséquence une diminution des récoltes. Les priorités : limiter les risques liés aux inondations, à la sécurité alimentaire et à la perte de sol fertile.

Niger – départements de Diffa et de Mainé Soro

Les récoltes à Diffa sont souvent mauvaises en raison des faibles précipitations et des attaques de Boko Haram dans la région frontalière avec le Nigeria. Fin décembre 2017, plus de 400.000 personnes n'étaient pas certaines de manger à leur faim. Les priorités : limiter les risques liés à la pénurie d'eau potable, au recul sur le plan socio-économique et à la violence.

DR Congo – province de Mongala

Les diocèses de Lisala et Lolo sont souvent frappés par des inondations et souffrent de l'érosion. Les populations rurales sont les plus touchées. Les priorités : limiter les risques liés aux inondations, à l'érosion, à la baisse de la production agricole.

Plans catastrophes

Dans ses programmes d'aide d'urgence et de développement, Caritas International intègre depuis longtemps la réduction des risques liés aux éventuelles catastrophes futures. L'échange, la formation et l'acquisition de compétences sont des éléments essentiels. Ce n'est qu'ainsi que l'ensemble de la population peut travailler avec conviction à la prévention, d'une importance cruciale pour la réussite des plans catastrophes.

« L'inondation et l'érosion sont des menaces. Mais, l'homme est en mesure, à travers ses capacités et ses ressources, de trouver des solutions pour amoindrir les effets néfastes de ces menaces »

Juliette Maquart, représentante de Caritas International en RD Congo



© Luc Van Hoef

Diffa, Niger, région frontalière avec le Nigeria. Un accès à l'eau potable, l'irrigation, des revenus accrus et un comité de crise préparent les populations (déplacées) et les réfugiés à d'éventuelles futures crises.

8

Un programme structurel conjoint

La décision de Caritas International et de la Commission Justice et Paix de mettre sur pied un programme conjoint, est un choix stratégique. Sa plus-value ? Les activités de sensibilisation et d'éducation de Justice et Paix chez nous en Belgique ont une résonance plus concrète sur le terrain grâce à l'expertise de Caritas International dans le Sud. Caritas peut s'inspirer des longues années d'expérience de Justice et Paix pour développer davantage son travail de sensibilisation et de plaider autour du lien entre 'migration et développement' en Belgique.

Le programme, baptisé 'Empowerment dans un monde en mouvement' (EMMO) se déroule sur 5 ans et comporte des activités en Belgique et dans 6 pays du Sud : la RD Congo, le Rwanda, le Burundi, le Niger, l'Éthiopie et Haïti.

Synergie et complémentarité

À partir de janvier 2016, nous avons organisé plusieurs ateliers en Belgique, mais aussi dans les 6 pays concernés, afin de dresser clairement la carte des besoins précis et des voies éventuelles vers le changement. Tant les partenaires que des représentants des groupes de population vulnérable, des acteurs de la société civile et dans certains cas, des représentants des services techniques publics, y ont participé. Le programme qui en résulte tient compte des préoccupations prioritaires de la population et des éventuelles synergies et complémentarités avec d'autres acteurs. Beaucoup d'attention est également prêtée à la cohérence du volet Sud et aux liens avec le volet Nord. Le 17 février 2017, la DGD a donné son accord par arrêté ministériel pour le cofinancement, moyennant une adaptation du budget proposé.

« Nous, citoyens européens, sommes directement concernés ! Un paradoxe insupportable demeure : la population Congolaise est l'une des plus pauvres de la planète, or ses terres sont riches en ressources naturelles. Se trouve en abondance du diamant, de l'or ou du coltan dont sont friands nos GSM. Ainsi, rien que par nos actes de consommation, nous avons un pouvoir politique ! »

Axelle Fischer, Secrétaire Générale de la Commission Justice et Paix

Extrait du premier rapport du Niger :

6 banques céréalières dans le département de Dakoro. Après information et discussion en bonne et due forme, les 6 comités de gestion ont été élus de manière démocratique et transparente par les habitants du village. Caritas a fourni du matériel de construction et du personnel spécialisé. Les intéressés se sont chargés de fournir 5.000 briques par banque céréalière et de la main d'œuvre. Entre-temps, 40.000 kg de millet ont été distribués dans les banques céréalières sous forme de stock de départ. Nous avons également soutenu la création de 62 associations de paysans, dont 6 dans le cadre de ces banques céréalières.

Amélioration des conditions de vie et conscientisation

La pauvreté diminue plus lentement qu'espéré. Et les migrations évoluent et changent continuellement avec pour conséquence de plus en plus de personnes qui risquent leur vie.

Quels changements visons-nous ? Tout d'abord, l'amélioration des conditions de vie des populations rurales les plus précarisées dans les pays où nous avons déjà créé un réseau de partenaires. Ensuite, nous visons à sensibiliser la population et les décideurs politiques belges quant au lien entre migration et développement d'une part, et notre manière de vivre, nos choix sur les plans économique, politique et environnemental, d'autre part.

La clé : l'empowerment

Empowerment signifie un renforcement des capacités matérielles et organisationnelles des personnes et des communautés afin de leur permettre de prendre leur destin en main. Il s'agit précisément de ce que nous souhaitons réaliser dans le cadre de ce programme, tant dans le Sud qu'en Belgique. Soit la seule manière de changer la politique chez nous et de permettre aux gens dans le Sud d'améliorer durablement leurs conditions de vie.

03

Partager le chemin

Plaidoyer



L'année 2017 marque officiellement le lancement de notre travail de plaidoyer et de sensibilisation. Pour Caritas, le travail d'influence politique signifie analyser les causes structurelles de l'injustice, regarder comment aborder ces causes et peser sur les décisions politiques. Souvent littéralement : en effet, cette année nous avons eu des entretiens avec 120 décideurs politiques. Ce travail est réalisé en collaboration avec la Commission Justice & Paix. Ensemble, nous nous pencherons dans les années à venir sur les thèmes de la migration et du développement. Si nous voulons mettre notre société sur la bonne voie du développement durable, il est indispensable de disposer d'informations correctes à propos de la migration, du développement et du lien entre les deux. Le développement durable est et reste notre objectif final. Mais cet objectif requiert une volonté politique et un engagement public, qui souvent font défaut.

Migration...

C'est pourquoi Caritas s'est entre autres rallié aux objectifs politiques de la campagne sur la migration, tirée par 11.11.11 et le CNCD. Dans le cadre de cette campagne, nous avons avancé trois objectifs.

Tout d'abord, nous souhaitons aborder les causes profondes de la migration, et non les symptômes. Nous y sommes partiellement parvenus. En effet, la Belgique a adopté une position critique au sein du Conseil de l'Europe, par exemple à propos du Fonds fiduciaire de l'UE et des refoulements vers la Lybie.

Un autre point de discorde politique est l'organisation de routes migratoires sûres pour les réfugiés et les migrants. Néanmoins, des progrès ont été réalisés. Le plaidoyer en faveur de routes migratoires légales commence peu à peu à résonner à certains niveaux politiques. Chez nous, la note de politique générale Asile et Migration reconnaît, par exemple, la nécessité d'avoir une plus grande migration légale de travailleurs. De même, les récentes communications de la Commission européenne soulignent l'importance d'avoir des routes migratoires légales. Le nombre de visas humanitaires délivrés augmente fortement – à l'instar du nombre de demandes. Pour ce qui concerne la réinstallation des réfugiés, l'engagement de la Belgique n'augmente pas de manière significative, contrairement aux besoins.

Pour terminer, le troisième objectif vise à demander de parler de la migration de manière honnête et correcte. Les résultats de notre plaidoyer politique à ce propos sont mitigés. La note de politique Coopération internationale, par exemple, stipule explicitement que 'les réfugiés et

les migrants sont en premier lieu des êtres humains'. Mais spécialement à l'approche de nouvelles élections le débat se polarise. Nous poursuivons dès lors notre travail politique autour de ces objectifs spécifiques.

... et Développement

En 2017 a également démarré la nouvelle convention de collaboration Perspective 2030 – à savoir une coalition d'organisations qui s'engagent, ensemble, sur le plan politique. Et c'est nécessaire, car le monde a un grand projet : en 2015, plus de 190 pays se sont engagés à réaliser 17 Objectifs de Développement Durables (ODD) et 167 cibles (sous-objectifs) à l'horizon 2030. Pour la première fois, ces objectifs sont à la croisée des thématiques économiques, écologiques et sociales du développement durable.

Le plan est ambitieux. Il englobe tous les domaines politiques possibles, dont l'accès à l'eau potable, une alimentation variée et suffisante pour tous, l'éradication complète de la pauvreté et la réduction des inégalités. La Belgique aussi connaît des défis. Ainsi, notre manière de produire et de consommer doit être plus durable et nos représentant-e-s ont pour mission de ne ménager aucun effort en vue d'une bonne gouvernance en fonction de ces objectifs.

Le plan offre une formidable perspective. En 2030, le monde sera un endroit meilleur. Pour tout le monde. Du moins, si les 17 ODD sont pleinement réalisés. Ceci ne sera le cas que si nous exerçons une pression suffisante sur les politiques. La nouvelle plate-forme Perspective 2030 pousse dorénavant le gouvernement belge à respecter son engagement.

Heureusement nous ne sommes pas seuls

Migration et développement, donc. Tout un programme... Heureusement, nous ne sommes pas seuls pour y faire face. Pour chaque thème, nous pouvons compter sur l'expertise et la solidarité de dizaines d'organisations engagées. Dont, entre autres, les collègues de la campagne migration et de Perspective 2030, mais aussi toutes les Caritas en Belgique, en Europe et en dehors. Hors Europe, citons tout particulièrement nos collègues de Caritas Afrique. Les décideurs politiques consultent régulièrement Caritas International, en raison de notre expertise, de notre connaissance des dossiers et de notre collaboration au quotidien avec les gens sur le terrain. Ce sont en effet ces personnes-là qui nous donnent la légitimité de continuer à peser sur le monde politique.

04

Partager le chemin

Éducation



C'est notre outil tout neuf, **Inclu Acto**, qui marque l'année 2017. Sur les 1.000 exemplaires disponibles, 750 ont entre-temps été écoulés. **Inclu Acto**, c'est un outil pédagogique sous forme de jeu de rôle, entièrement consacré à la question de l'intégration des nouveaux arrivants dans la société belge. À l'aide de personnages et de situations tirés de la vie réelle, les participants comprennent au fil du jeu que l'intégration est un processus à double sens. Le jeu connaît un franc succès. Par le biais de plusieurs '**séances de formation du formateur**', nous avons préparé intensivement les enseignants à présenter ce jeu dans leurs classes.

Inclu Acto est la suite logique de nos nombreuses autres activités pédagogiques. Lors de l'atelier **Between 2 worlds**, les jeunes découvrent ce qu'est un réfugié, pourquoi les gens migrent et ce qui les attend lorsqu'ils arrivent en Belgique. Nous animons cet atelier dans les classes de jeunes à partir de 15 ans. En 2017, nous avons organisé cet atelier à 23 reprises.

Le projet 'Noël en exil', rebaptisé '**Jeunes en exil**' en 2017, a une fois encore connu un franc succès. Cette fois, 11 écoles y ont participé, totalisant 376 élèves. L'objectif reste inchangé : des enfants et des jeunes issus d'écoles belges envoient une lettre à de jeunes syriens de leur âge qui ont fui vers le Liban en raison de la guerre. Ainsi, grâce à ce contact direct, le thème des réfugiés et le conflit syrien deviennent soudain une réalité moins lointaine. La solidarité dont les jeunes belges ont fait preuve cette année a une fois de plus réchauffé les cœurs :

« Je voudrais te dire que mes parents et mes grands-parents étaient aussi des réfugiés. Ils ont fui leur pays à cause d'une forte dictature. Maintenant, ils vivent heureux en Belgique, dans leur nouvelle maison. Avec ce message, je voudrais te dire qu'il y a toujours de l'espoir, même quand il semble que l'espoir est mort. N'abandonne pas, tout finira par aller. Il y a de l'espoir. »
Raül, 16 ans, participant au projet Jeunes en exil.

Tout au long de l'année, nous avons organisé **7 journées d'étude** pour les enseignants du secondaire. Dans ce cadre et par le biais d'autres activités, nous avons formé 561 personnes. En effet, beaucoup d'enseignants souhaitent travailler dans leur classe sur la thématique de la migration, mais les informations précises et les méthodes permettant d'aborder ce thème pendant

leurs cours font souvent défaut. En collaboration avec plusieurs partenaires, dont la Commission Justice et Paix, l'UCSIA et 11.11.11, nous avons tenté de répondre à ce besoin.

2017 était aussi l'année de **Move with Africa**, un projet en collaboration avec La Libre Belgique, offrant la possibilité à des jeunes de faire un voyage pédagogique vers un pays africain, aux côtés d'une ONG belge. 16 élèves, âgés de 16 à 18 ans, ont été bien préparés pour partir au Rwanda avec Caritas International. Enfin, cette année, avec la Commission Justice et Paix et La Croix Rouge de Belgique, nous accompagnons l'école Val Duchesse d'Auderghem. Le thème autour duquel nous travaillons cette année porte sur les 'Causes des conflits et de la migration'.

« Le jeu de rôle Inclu Acto pousse vraiment les jeunes à réfléchir et à adopter une position critique par rapport à leurs hypothèses et à leurs idées en matière de migration, mais constitue également un excellent outil pour permettre aux enseignants d'être véritablement à l'écoute de leurs élèves. »

Professeur d'histoire, participant à la journée d'étude du 16 octobre



© Caritas international

Programmes asile et migration en Belgique

Titre du projet	Objectifs	Période	Bailleur de fonds	Coûts directement liés au projet 2017 en €
Youth in Transit à Liège	Accompagnement vers la vie en autonomie, transition de l'aide matérielle vers l'aide sociale et financière de Mineurs Etrangers Non-Accompagnés.	Depuis 07 2016	Fedasil, Ciré	1.080.949
Youth in Transit à Bruxelles	Idem	Depuis 07 2017	Ciré	232.063
High Care	Accueil de personnes reconnues réfugiées gravement malades. Accompagnement dans la transition vers la vie en Belgique pour ces personnes.	Depuis 09 2017	Fedasil	114.070
Transition vers l'autonomie	Faciliter la transition vers l'autonomie et le démarrage de la vie en Belgique pour des réfugiés vulnérables qui ont obtenu un titre de séjour.	Depuis 03 2016	Fedasil	1.150.063
Intégration : projets de Housing-café sur Liège, Bruxelles, Gand et Anvers, et coaching Intégration de réfugiés vulnérables.	Faciliter l'accès des réfugiés ayant obtenu un statut à un premier logement sur le marché privé. Le projet coaching, lui, vise à faciliter l'intégration des réfugiés reconnus.	Depuis 11 2015	Fonds propres, Province du Brabant flamand, Région wallonne, le Fonds Roi Baudouin et AMIF	716.465
Health Care Anvers	Accueil dans des logements individuels des demandeurs d'asile dont un ou plusieurs membres de la famille souffrent de problèmes médicaux.	Depuis 07 2017	Ciré	311.356
Accueil individuel des demandeurs d'asile – Bruxelles et Wallonie	Accueil des demandeurs d'asile dans des logements individuels à Bruxelles et en Wallonie.	Jusqu'au 30 06 2017 Expertise depuis 1999	Ciré	1.483.414 (y compris Youth in Transit Bruxelles)
Accueil individuel Louvranges	Accueil spécifiques pour demandeuses d'asile vulnérables avec ou sans enfants	Depuis 2010	Fedasil, Ciré	1.435.388
Accueil individuel des demandeurs d'asile à Bruxelles et en Flandre	Accueil des demandeurs d'asile dans des logements individuels	Jusqu'au 30 06 2017 Expertise depuis 1999	Vluchtelingenwerk Vlaanderen	1.609.814
Centre d'accueil de Scherpenheuvel	Accueil des demandeurs d'asile dans un centre collectif – capacité : 174 places d'accueil.	Depuis 11 2015	Fedasil	3.495.361
APL Charleroi	Sous-location à des réfugiés reconnus.	Depuis 01 2014	Fonds propres	226.314
Réintégration après retour volontaire	Accompagnement des personnes désireuses de retourner volontairement dans leur pays d'origine et qui ont droit à un soutien à la réintégration.	Depuis 2006	Fedasil, AMIF Belgique et AMIF Europe, ERIN	2.917.214
Service social pour étudiants et stagiaires étrangers (Sese)	Soutien d'étudiants se trouvant en Belgique, titulaires d'un visa limité aux études et inscrits dans une Université ou dans une Haute École.	Depuis 01 2014	Fonds propres Orval, Scourmont	40.802
Réinstallation	La réinstallation consiste à transférer des réfugiés d'un pays où ils ont cherché une protection vers un pays tiers où ils recevront un droit de séjour durable.	2009 – 2017	Fedasil	278.569
Soutien au CAP Brabantia	Premier ligne Tutelle	Depuis 1974 Depuis 2005	Fonds propres Fonds propres	66.754 43.373



Programmes d'urgence et de développement

Programmes de cofinancement (fonds propres et institutionnels)

Aide d'urgence et réhabilitation

Pays	Projet	Période	Budget en €	Bailleur de fonds	Dépenses 2017 en €	Contribution de Caritas International
Europe	Monitoring régional et évaluation des régions afin d'optimiser les interventions des Caritas nationales pour les réfugiés/migrants	2016-2018	75.000,00	Secours Catholique	41.341,04	€ 25.000
Palestine - Gaza	Aide médicale ciblée et protection des personnes vulnérables dans la bande de Gaza	2016-2018	1.060.077,00	DGD	931.966,00	0%
RD Congo	Projet de Veille humanitaire dans les provinces de l'Equateur et du Kasai		585.393,09	UNICEF	263.599,42	0%
RD Congo	RRMP (Réponse rapide au Mouvements de Population) dans les Kasais autour de Mbuji-Mayi	2017 - 2018	104.995,00	UNICEF + Swiss confederation	6.295,89	0%
RD Congo - Burundi - Niger	Programme d'appui à la résilience des populations vulnérables aux risques de catastrophe (PRRC)	2016-2018	5.293.689,00	DGD	2.743.582,00	0%
Serbie	Aide alimentaire pour les migrants au Sud de la Serbie	2017-2018	1.152.000,00	ECHO + CRS	994.691,08	€ 159.200
Soudan du Sud	Intervention humanitaire dans l'Unity State, au Soudan du Sud		25.000,00	Vlaams Brabant	25.000,00	0%
Soudan du Sud	Lutte contre la famine, Soudan du Sud	2015-2017	823.830,00	Swiss confederation	550.826,42	27%
Soudan du Sud et Ouganda	Sécurité alimentaire et acquisition de revenus pour les agriculteurs et personnes déplacées de Yei et Maridi et pour les réfugiés en Ouganda	2017-2018	418.188,00	Swiss confederation	158.425,88	0%
Soudan du Sud et Ouganda	Aide d'urgence pour les personnes déplacées à Yei (Soudan du Sud), sécurité alimentaire durable et acquisition de revenus pour les réfugiés Sud-Soudanais en Ouganda	2017-2018	1.293.490,21	DGD	318.479,23	0%
Total					6.034.206,96	

Développement

Pays	Titre du projet	Période	Budget en €	Bailleur de Fonds	Dépenses en 2017 en €	Contribution de Caritas International
Burundi	Création de valeur ajoutée agricole grâce à la mise en commun des moyens publics et privés	2016 - 2019	950.000,00	EU	164.144,82	25%
Burundi	Programme multi-acteurs d'amélioration de la sécurité alimentaire dans les communes de Cendajuru, Gisurue et Kinyinya	2013-2018	1.764.706,00	BFVZ / CTB / WBI	279.253,89	15%
Burundi	Initiatives pour le développement de familles d'exploitants agricoles -Moso	2016-2019	778.000,00	CTB	289.734,30	0%
Burundi	Initiatives pour le développement de familles d'exploitants agricoles -Imbo	2017-2019	450.000,00	CTB	133.057,76	0%
Burundi, RD Congo, Rwanda, Haïti, Niger, Ethiopie, Belgique	Programme Emmo (Empowerment dans un monde en mouvement) - programme quinquennal	2017-2021	12.839.807,99	DGD + 11.be	1.781.358,11	20%
Ethiopie	Résilience économique et activités génératrices de revenus	2017-2019	1.474.814,00	EU Reset	410.000,00	10%
Ethiopie	Améliorer la résilience face à l'impact des changements climatiques dans le bassin de Waarat, Tigray Oriental	2016-2018	240.001,00	EU/ Civil Society Fund	-	co-demandeur (€ 15.000)
Ethiopie	Renforcement de l'accès à l'eau potable et aux pratiques d'hygiène dans 2 districts du Tigray Oriental	2016-2017	52.611,00	Hydrobru	33.495,79	10.627
Niger	Programme participatif et décentralisé de sécurité alimentaire dans le département de Dakoro	2014-2016	1.885.455,41	BFVZ	556.280,46	15%
Total					3.647.325,13	



© Caroline Thirion



Programmes fonds propres

Programme d'aide d'urgence avec le réseau Caritas

Pays	Crise humanitaire	Dépenses 2017 en €
Bangladesh	Crise humanitaire (réfugiés Rohingya)	15.000,00
Burundi	Crise humanitaire	35.000,00
Centrafrique (république)	Crise humanitaire	35.000,00
Ethiopie	Famine	51.000,00
Grèce	Crise humanitaire (réfugiés Moyen-Orient)	40.000,00
Haïti	Réhabilitation après le cyclone Matthew	60.000,00
Jordanie	Crise humanitaire (réfugiés Moyen-Orient)	150.000,00
Kenya	Famine	50.000,00
Liban	Crise humanitaire (réfugiés Moyen-Orient)	140.000,00
Mongolie	Dzud	20.000,00
Népal	Réhabilitation après tremblement de terre	200.000,00
Népal	Inondations	20.000,00
Niger	Famine	50.000,00
Nigeria	Famine	100.000,00
Ouganda	Famine	101.908,00
Philippines	Reconstruction après le typhon Haiyan	168.804,00
RD Congo	Réfugiés burundais et sud-soudanais	30.000,00
Rwanda	Crise humanitaire (réfugiés burundais)	50.000,00
Somalie	Famine	200.000,00
Soudan du Sud	Famine	165.000,00
Sri Lanka	Inondations	17.924,00
Syrie (littoral)	Crise humanitaire	151.870,00
Tchad	Crise humanitaire	10.000,00
Turquie	Crise humanitaire (réfugiés Moyen Orient)	20.000,00
Ukraine	Crise humanitaire	20.000,00
Total		1.901.506,00

Projets socio-économiques

Caritas International finance plusieurs activités pour lesquelles il n'y a pas de bailleurs institutionnels.

Pays	Nombre	Dépenses 2017 en €
Burundi	3	15.992,00
Cambodge	2	30.004,00
Éthiopie	1	55.000,00
Haïti	1	3.738,00
Indonesie	1	10.000,00
Kosovo	1	11.766,00
Liban	4	164.598,00
Niger	1	30.000,00
Ouganda	1	19.150,00
Thailand	1	15.000,00
Total	16	355.248,00

Renforcement des capacités Partenaires Caritas

Caritas International renforce ses partenaires Caritas afin de former le personnel et de renforcer et développer leurs structures.

Pays	Organisation	Dépenses 2017 en €
Burundi	Caritas Burundi et Soprad	8.247,00
Éthiopie	Caritas Éthiopie	30.000,00
Kosovo	Caritas Kosovo - via Caritas Europa	21.000,00
Niger	Caritas Niger - Maradi	20.000,00
Ouganda	Caritas Ouganda - Arua	11.538,00
Serbie	Caritas Serbie - via Caritas Europa	9.000,00
Syrie	Caritas Syrie	20.000,00
Soudan du Sud	Caritas Soudan du Sud	3.000,00
Total		122.785,00

Projets en partenariat

Caritas International a également des partenariats avec plusieurs organisations belges afin de réaliser des projets en accord avec sa vision et mission.

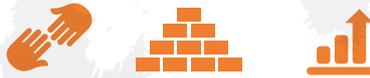
Pays	Nombre de projets	Dépenses 2017 en €
Afrique du Sud	2	5.482,89
Arménie	1	4.165,10
Bénin	1	2.500,00
Cambodja	1	1.625,06
Caméroun	1	20.006,05
Cuba	1	1.660,00
DR Congo	10	62.450,09
Haïti	2	21.368,26
Inde	1	9.162,75
Liban	3	23.726,92
Malawi	1	4.890,00
Mali	3	31.451,45
Népal	1	1.096,11
Niger	2	23.964,94
Nigeria	1	3.346,25
Philippines	3	10.861,63
Rwanda	3	29.007,24
Sénégal	1	4.181,85
Syrie	1	7.525,41
Tanzanie	1	12.750,28
Togo	1	23.984,50
Total	41	305.206,78



Coopération internationale



Aide d'urgence
Réhabilitation



Aide d'urgence
Réhabilitation
Développement



Développement

Afrique

Centrafrique
Kenya
Somalie
Tchad

Asie

Bangladesh
Mongolie
Sri Lanka

Europe

Grèce
Ukraine
Turquie

Moyen-Orient

Jordanie
Palestine (Gaza)
Syrie

Afrique

Burundi
RD Congo
Ethiopie
Niger
Nigéria
Ouganda
Rwanda
Sud-Soudan

Asie

Philippines
Népal

Europe

Serbie

Amérique centrale

Haïti

Moyen Orient

Liban

Afrique

Bénin*
Cameroun*
Malawi*
Mali*
Sénégal*
Tanzanie*
Togo*
Afrique du Sud*

Asie

Cambodge
Inde*
Indonésie
Thaïlande

Europe

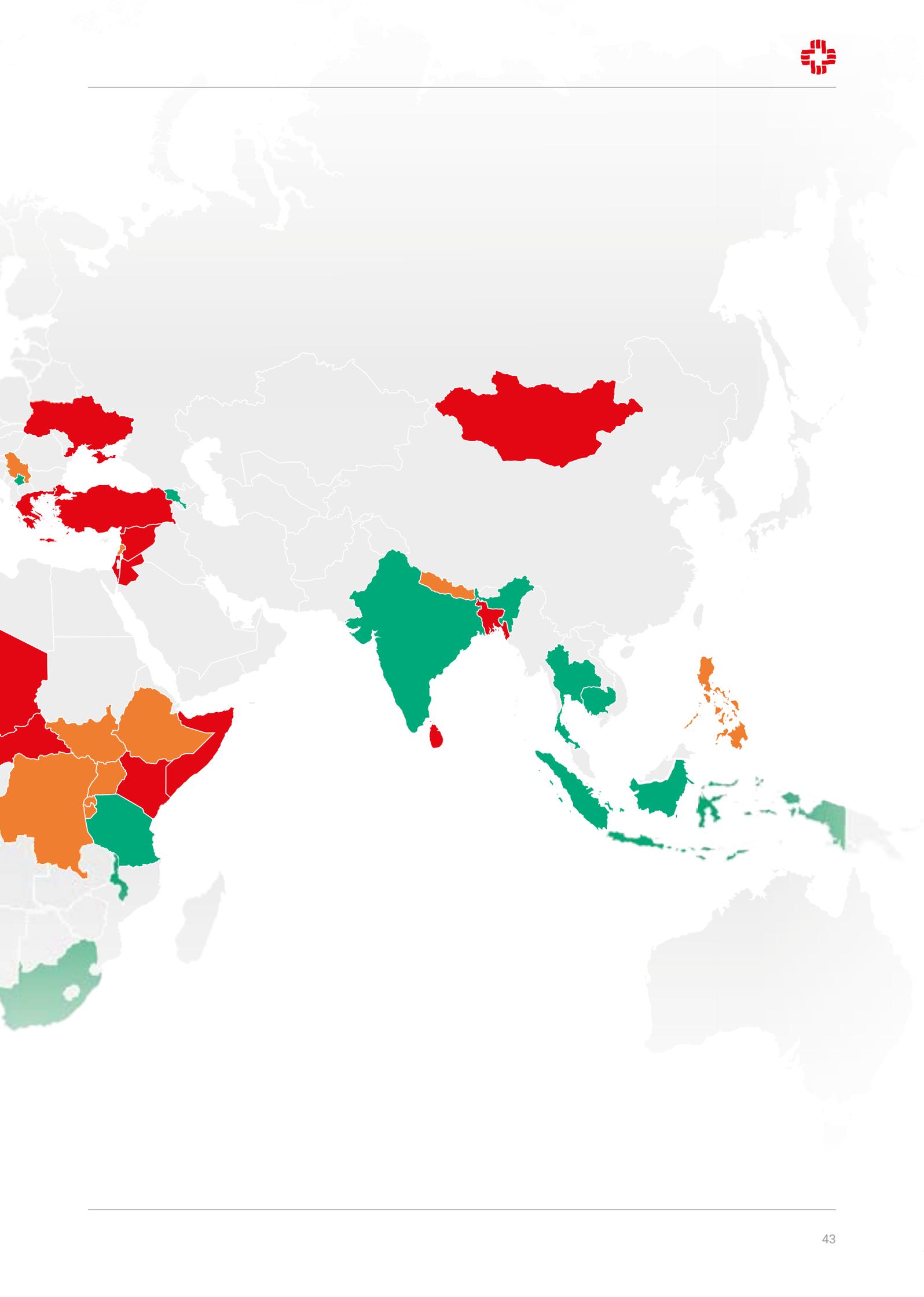
Arménie*
Kosovo

Amérique centrale

Cuba*

*

Projets partenariats en collaboration avec d'autres organisations belges.



PERSONNEL ET ORGANISATION

Quelques chiffres sur nos collaborateurs au 31.12.2017



Membres du Comité de Direction :

François Cornet
Anne Dussart
Patrick Debucquois
Gilles Cnockaert
Florence Lobert
Hubert Thienpont
Kristin Vanoeveren
Bernadette Van Raemdonck

Répartition des 145 collaborateurs par tranche d'âge et par genre

Âge	Homme	Femme	Total
<24	2	0	2
25-34	22	38	60
35-44	17	19	36
45-54	11	13	24
55-59	8	7	15
>60	2	6	8
Total	62	83	145

Flux entrants et sortants

Nombre au 01.01.17	In	Out	Nombre au 31.12.17
140	49	44	145

Et aussi :

- Caritas International travaille avec des partenaires locaux. 11 coopérants nous représentent dans les pays prioritaires suivants : au Burundi (2 personnes), en RD Congo (2), en Thaïlande pour la région de l'Asie (2), en Bosnie pour les Balkans (1), Haïti (1), Ouganda (2), Niger (1).
- Plus de 160 volontaires ont participé à l'accompagnement de demandeurs d'asile dans leur processus d'intégration en offrant une réponse à des besoins en termes de logement, d'installation, d'apprentissage de langues, d'aide administrative, de transport, etc. Cinq personnes à la pension (dont quatre ex-employés) donnent régulièrement de leur temps au siège à Bruxelles. Et cela sans compter les membres des comités de Gestion, d'Administration et de notre Assemblée Générale qui s'investissent aussi pour soutenir nos actions.
- Un profond travail d'analyse portant sur le besoin d'un système de gestion de données central (CRM-ERP) a été réalisé en 2017. Son exécution pour utilisation est prévue pour 2018. Le système sera intégré sous la forme d'un nouvel intranet développé



© Caritas International

de concert avec les différents départements en 2017 afin d'optimiser les flux d'informations au sein de l'organisation.

- Différents groupes de travail (Développement, Ressources Humaines, Partenaires, Communication Interne et Stratégie) et un 'Forum Stratégique' (pour les personnes exerçant des responsabilités dirigeantes) contribuent à améliorer les interactions entre les différents départements, les choix stratégiques entrepris et le travail qualité.
- La première édition des 'Caritas Days' a été lancée en 2017 : une journée de rencontre pour tous les membres du personnel ainsi que les volontaires de Caritas International et Caritas in Belgium avec des workshops et animations. L'objectif ? Rafraîchir la vision et la mission de notre organisation pour qui cela est nécessaire, créer du lien entre collègues et envisager, ensemble, de futures actions. Une occasion unique pour apprendre à se connaître dans un cadre plus informel tout comme lors du barbecue annuel, de la fête de Noël et de l'« Happy Hour » mensuelle.

Récolte de Fonds & Campagnes

Quand la crise frappe et au-delà, la générosité au rendez-vous

Le printemps 2017 restera marqué par le cri d'alarme lancé par les communautés et nos partenaires de la corne de l'Afrique. Le spectre de la famine plane en effet à nouveau sur la région, particulièrement au Soudan du Sud, en Somalie, au Nigéria et au Yemen et dans les pays frontaliers, où la conjonction des conflits et de la sécheresse menace 20 millions de personnes. Avec ses partenaires du Consortium 12-12, Caritas International lance l'opération « Famine 12-12 » qui permettra de récolter près de 10,1 millions d'euros, dont 985.230 euros nous reviennent. Avec le généreux soutien de ses donateurs sur le BE88 0000 0000 4141, Caritas réunit au total 2.180.067 euros qui seront affectés à l'effort d'urgence et de réhabilitation dans la région (voir chapitre 2).

Quelques mois plus tard, c'est sur le terrain de nos projets en Ethiopie que nous invitons nos donateurs à « transformer les terres arides en une oasis de verdure » à l'occasion de notre campagne annuelle de septembre. Entres autres dans les pages de Dimanche et de Kerk&Leven, mais également dans un dossier magazine et en ligne complet consacré au poids souvent invisible

de l'eau dans notre alimentation. Et nos sympathisants répondront à nouveau massivement présents en réunissant plus de 600.000 euros

Nombreuses sont également les personnes qui se seront mobilisées pour financer nos activités en matière d'urgence et de développement en Afrique centrale, ou plus largement pour les personnes réfugiées à travers le monde. L'année se clôture avec un résultat de 3.899.218 euros, hors contribution du Consortium 12-12 et hors dons testamentaires. Ces derniers - tendance notable pour 2017, changement de législation oblige - soulèvent auprès de nos sympathisants de nombreuses questions, auxquelles nous nous attelons à répondre à travers des sessions d'information (5 en 2017) animées par notre ancien directeur, désormais volontaire et conseiller pour les dons testamentaires, Gonzalo Dopchie. Enfin, ce rapport annuel est également, pour ne pas dire surtout, l'occasion de remercier chacun de ces donateurs sans qui Caritas n'existerait pas. Au nom de toute notre équipe et de toutes les personnes auprès desquelles elle travaille : mille mercis !



6.950 sympathisants ont, grâce à leur don, offert de l'eau à une famille en Ethiopie. 1.092 personnes ont participé à notre quiz sur le site web ou via les réseaux sociaux.

Le Pape François et avec lui les membres du réseau Caritas nous invitent à 'partager le chemin' des migrants avec la campagne #ShareJourney.



5 sessions d'information en 2017, animées par notre ancien directeur Gonzalo Dopchie, désormais volontaire et conseiller pour les dons testamentaires.

© Caritas International

Sensibilisation : oser le rencontre et partager le chemin

« N'ayez pas peur de partager le chemin ». C'est en prononçant ces mots, les bras ouverts en signe d'accueil, que le Pape François et avec lui tous les membres du réseau Caritas ont lancé leur campagne mondiale depuis Rome le 27 septembre 2017. Caritas International est étroitement impliquée dans l'initiative qui consacrera des milliers d'actions de sensibilisation et de rencontres entre les migrants et réfugiés que Caritas accompagne et les communautés qui les accueillent. Pour réaffirmer les droits de ces personnes et construire un nouveau narratif autour de cet enjeu fondamental de solidarité mondiale. Point d'orgue de la campagne qui se tiendra jusque fin 2019 : la semaine mondiale d'actions du 17 au 24 juin 2018. Plus d'infos sur journey.caritas.org et sur caritasinternational.be.



Rapport financier 2017 *

Les recettes s'élèvent à 31.903.543 € et les dépenses à 32.401.692 €. Soit un résultat de 498.149 €, qui se répartit entre une variation négative des fonds destinés de 111.843 € et une perte de 386.306 €.

Les fonds destinés sont la partie des subsides et dons dont nous disposons et qui sont à affecter à la réalisation de projets spécifiques. Ces fonds destinés s'élevaient à 13.246.536 € fin 2016 et ont diminué de 111.843 € par rapport à l'exercice suivant. Ils se montent à 13 134 693 € fin 2017.

Récolte de fonds

La générosité du public a encore été au rendez-vous en 2017 :

- Notamment, avec un soutien massif de nos donateurs en réaction à la crise alimentaire majeure dans la Corne de l'Afrique, crise pour laquelle un appel a été lancé initialement en direct et ensuite via le Consortium 12-12.
- De nombreux dossiers testamentaires traités en 2017, avec pour conséquence des sommes importantes au titre de legs. Ces sommes sont par nature difficiles à estimer et les montants de 2017 étaient supérieurs à nos attentes.

Bilan 2017

Actif	En €
Immobilisations incorporelles	1.297,11
Immobilisations corporelles	4.260.149,76
Immobilisations financières	3.750,00
Créances en 1 an au plus	5.767.024,12
Placements de trésorerie	5.228.030,54
Valeurs disponibles	5.184.517,19
Comptes de régularisations	337.887,54
Total	20.782.656,26

Urgence & Développement

- Dans le cadre de la crise alimentaire », plusieurs projets ont été mis en œuvre dans les principaux pays touchés via le réseau Caritas, tant sur fonds propres que via les fonds obtenus auprès du Consortium 12-12 et de la DGD.
- Les deux importants programmes avec la DGD se sont poursuivis (programme quinquennal EMMO et Programme pour la réduction des risques de catastrophes PRRC).

Asile & Migration

- En date du 30 juin 2017, la convention avec Ciré relative à l'accueil des demandeurs d'asile en logements individuels a été sensiblement réduite et la convention avec Vluchtelingenwerk Vlaanderen a été résiliée. Cette information était déjà connue au moment de l'élaboration du budget 2017 et finalement l'activité (recettes et dépenses) a été supérieure aux prévisions.
- Un montant important (600.000 €) a été pris en charge pour couvrir les surcoûts attendus suite à l'annonce de Fedasil de la fermeture des centres d'urgence, et en particulier de notre centre de Scherpenheuvel.
- Les recettes et dépenses liées aux programmes de retour volontaire et d'intégration des réfugiés en Belgique sont également en augmentation.

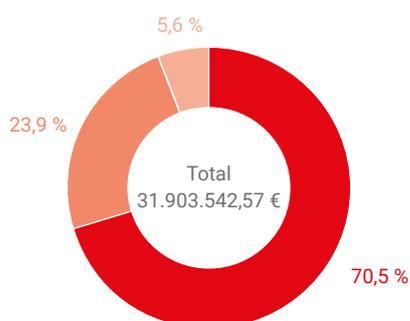
Passif	En €
Fonds propres	2.880.472,41
Passif social	2.288.421,09
Fonds affectés à des projets définis	13.134.693,08
Bénéfice reporté	334.884,34
Subsides en capital	8.453,70
Provisions	802.433,49
Dettes à 1 an au plus	1.324.479,14
Comptes de régularisations	8.819,01
Total	20.782.656,26

*

Résultat comme présenté par le conseil d'administration à l'assemblée générale de juin.

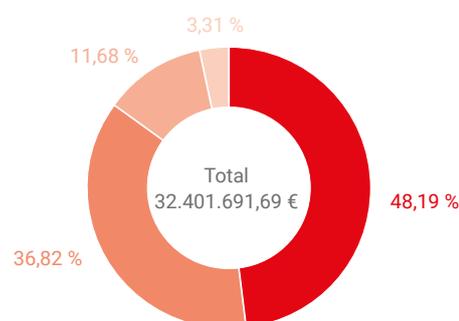


Recettes 2017



Financement institutionnel :	22.485.153,54 €
Dons privés et legs :	7.635.919,15 €
Autres :	1.782.469,88 €

Dépenses 2017



Asile et migration :	15.614.037,82 €
Urgence et développement :	11.932.201,92 €
Frais de fonctionnement :	3.783.920,11 €
Communication, récolte de fonds, éducation et plaidoyer :	1.071.531,84 €

Compte de résultat 2017

Recettes	En €	%
Dons	3.899.218,74	12,22
Dons via consortium 12.12	985.230,37	3,09
Legs	2.751.470,04	8,62
Wallonie - Bruxelles International (WBI)	15.800,00	0,05
Villes, communes, provinces	45.000,00	0,14
Institution multilatérale	364.363,72	1,14
Enabel	476.097,92	1,49
Fonds Belge pour la sécurité alimentaire	614.553,00	1,93
Gouvernement Belge - DGD	4.112.348,32	12,89
Ministère de la justice – Min Intérieur	185.303,82	0,58
Gouvernement Belge - Fedasil	7.170.821,21	22,48
Coordination et Initiative pour Réfugiés et Etrangers	3.314.513,96	10,39
Union Européenne	1.197.149,41	3,75
Vluchtelingenwerk Vlaanderen	1.948.103,95	6,11
European Reintegration Network	2.809.700,99	8,81
Fondations, autres Caritas, divers	694.903,07	2,18
Subsides à l'emploi (Actiris, Maribel, ...)	231.397,24	0,73
Autres produits d'exploitation	472.240,42	1,48
Produits financiers	161.958,92	0,51
Produits exceptionnels	453.367,47	1,42
Total	31.903.542,57	

Dépenses	En €	%
Accueil demandeurs d'asile	11.208.804,79	34,59
Programmes migrants (1 ^{ère} ligne, MENA, intégration)	1.488.018,90	4,59
Retour volontaire	2.917.214,13	9,00
Urgence et développement	11.484.088,37	35,44
Projets de partenariat (Urgence et développement)	448.113,55	1,38
Communication et récolte de fonds	1.071.531,84	3,31
• Éducation	126.779,14	0,39
• Récolte de fonds	445.576,93	1,38
• Plaidoyer	52.391,72	0,16
• Communication ext/int	446.784,05	1,38
Structure	3.783.920,11	11,68
• Frais de fonctionnement généraux	2.438.663,10	7,53
• Droits de succession	1.345.257,01	4,15
Total	32.401.691,69	

Remerciements

Sans le soutien précieux de nombreuses personnes, associations et organisations, tous nos projets ne pourraient être menés à bien. C'est pourquoi, nous souhaitons tout particulièrement remercier :

- Tous nos généreux donateurs

- Tous nos bénévoles enthousiastes et nos propriétaires solidaires

- Les évêchés, paroisses et congrégations religieuses

- Les entreprises, fondations et ASBL

- Les organisations coupoles :
CNCD-11.11.11 / 11.11.11 /
Acodev / Ngo-federatie / Ciré /
Vluchtelingenwerk Vlaanderen /
Concord / Voice

- Les médias, et en particulier :
Cathobel (Dimanche et RCF) / la
Libre Belgique - Move with Africa /
Kerknet / Kerk & Leven / Tertio /
le portail 'Thomas' de la KULeuven

- Caritas Internationalis /
Caritas Europa / Caritas in
Belgium / Commission Justice
& Paix / Annoncer la Couleur /
Kleur Bekennen / Netwerk
Rechtvaardigheid en Vrede /
CAP Brabantia / Convivial /
le réseau ERSO / le Consortium
12-12 et tous nos partenaires
en Belgique et à l'étranger

- Les écoles, UCSIA, KU Leuven,
les professeurs et les mouvements
de jeunesse qui ont collaborés
avec enthousiasme à nos actions,
ateliers et journées d'étude

- Nos collaborateurs en Belgique
et à l'étranger qui, jour après jour,
concrétisent notre engagement

- Nos partenaires institutionnels :

Les Nations Unies

UN Pooled Funds / UNICEF

L'Union Européenne

ECHO / DG Devco / Fonds européen pour les Réfugiés / Fonds européen pour le Retour / Fonds Asile, Migration et Intégration (AMIF)

Le gouvernement fédéral

Direction de la Coopération au Développement (DGD) / Fonds belge pour la sécurité alimentaire (FBSA) / Agence belge de développement (CTB) / Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile (Fedasil) / Secrétariat d'Etat à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté / SPF Emploi, Travail et Concertation sociale - Maribel social / SPP Intégration sociale / La Loterie Nationale

La Fédération Wallonie-Bruxelles et la Région wallonne

Wallonie Bruxelles International (WBI) / Département Travaux publics, Santé, Action sociale et Patrimoine

De Vlaamse Gemeenschap

Département Internationale Samenwerking / Département Leefmilieu, Natuur en Energie / Département Onderwijs

La Région de Bruxelles-Capitale

Office Régional Bruxellois de l'Emploi (Actiris)

Les provinces et communes



François Cornet

“Merci d’être à nos côtés”

François Cornet, directeur



Caritas International, asbl

Rue de la Charité 43

1210 Bruxelles

T + 32 2 229 36 11

IBAN BE88 0000 0000 4141 / BIC BPOTBEB1

www.caritasinternational.be



Caritasint



Éditeur responsable

François Cornet, directeur Caritas International

Rue de la Charité 43

1210 Bruxelles